DUITEE BOUNTER

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 71 - SEMAINE DU 6 QU 12 JANVIER - PRIX : 2 F.



courrier des lecteurs



Nous avons reçu de la part d'un groupe de camarades d'Auxerre un petit mot, accompagné d'un court article sur une grève qui eut lieu à l'usine Larousse pour protester contre des licenciements abusifs.

Nous les remercions pour le mot, mais il nous est impossible de publier l'article dans notre rubrique « La vie des entreprises ». Premièrement, les informations contenues dans l'article sont insuffisantes pour permettre aux lecteurs de se faire une idée de l'usine en question et des événements qui s'y sont déroulés. En second lieu, l'article a été expédié le 17 décembre alors que la grève mentionnée s'est déclenchée le 4 novembre. Compte tenu de nos propres délais de fabrication, l'information n'eut pu être publiée donc que près de deux mois après les événements dont elle fait

Nous en profitons pour rappeler à nos correspondants que lorsqu'ils nous font parvenir des informations d'entreprise, ils le fassent le plus rapidement possible et en donnant un maximum de précisions.

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

« LUTTE OUVRIERE » est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leur amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P. A la suite de la publication de sa lettre dans un des «Courriers» récents, un de nos lecteurs parisiens nous a, de nouveau, longuement écrit. Etant donne justement la longueur de sa lettre, nous sommes cette fois-ci dans l'obligation de n'en reproduire que des extraits.

à Paris-Match, organes des trusts, le soin de défendre de prétendues solutions telles que l'axe nord-sud à travers tout Paris (et pour-quoi pas couvrir la Seine d'une autoroute à douze voies et cin-quante-neuf tobogans?) La ville est déjà assez pourrie de voitures comme çà et on en a marre. (...)

22222

Chers Camarades,

E tiens à vous remercier de la publication dans votre Nº 67 de la lettre que je vous avais adressée il y a quelques semaines. C'est d'autant plus appréciable qu'il est rarissime de voir publiée dans la presse gauchiste ou non, une correspondance qui ne soit ni tronquée ni habilement schématisée. Ceci dit votre réponse, comme vous pouvez vous en douter, si elle ne me surprend pas me déçoit quand même un peu. Au risque de passer à vos yeux, pour un graphomane invé-- je m'en voudrais d'abuser une fois de plus de l'hospitalité de vos colonnes — j'aimerais vous dire en quoi votre réponse tombe à côté du problème que j'avais soulevé.

Primo, si j'ai évité de parler dans ma lettre des paysans ce n'est pas par hasard. Leurs luttes, méritent en effet que nous leur apportions notre appui. La Révolution ne se fera qu'avec eux, la cause est entendue. J'ai invoqué par contre vos prises de position en faveur des petits commerçants et des «usagers» que j'ai peut-être appelés un peu vite, des « n'importe quoi ». Et là, je suis satisfait des distingos que vous établissez entre ceux qui vivent de leur travail et ceux qui vivent de l'exploitation d'autrui. Il faudrait que ces distinctions soient toujours claires dans votre journal, sans oublier qu'on peut non seulement exploiter ses employés mais aussi ses clients. Par contre, vous m'étonnez quand vous écrivez qu'il nous faut choisir notre camp « indépendamment des revendications avancées ». Ce genre d'arguments amène inévitablement le confusionnisme et masque les réels antagonismes qui existent à l'intérieur même des couches sociales en question. Pratiquement et malgré vos protestations de bonne fois on en arrive fatalement à soutenir la « libre entreprise » les petits patrons d'usine, les PME. les néo-poujadistes. Je comprends bien les raisons tactiques des engagements que vous prenez mais je n'admets pas que la tactique soit érigée en théorie politique. (...)

Deuxio, ce n'est pas parce que le pouvoir sabote les transports en commun et force à utiliser des véhicules individuels qu'il faut s'y résigner et prétendre que l'infrastructure et les possibilités d'extension des transports collectifs n'existent que dans mon imagination. Dans mon esprit, on doit accorder la priorité aux revendications concernant les transports collectifs (Paris et banlieue) laisser à l'Auto-Journal ou

Il est assez difficile de saisir les raisons qui font qu'à ton avis, les luttes des petits paysans « méritent que nous leur apportions notre appui » alors que celles des petits artisans ou commerçants me le mériteraient pas. Nous avons des raisons analogues a penser que toutes ses couches remplissent jusqu'à nouvel ordre des fonctions économiques indispensables. Nous avons les mêmes raisons politiques à être solidaires d'eux lorsqu'ils se heurtent à l'Etat capitaliste.

De toute façon, apparement, quelle que soit la couche populaire en lutte, tu ne comprends pas que nous puissions « choisir notre camp indépendament de ses revendications ».

Veux-tu donc que les ouvriers révolutionnaires attendent pour soutenir la lutte des petits paysans — puisque ce soutien, tu l'admets en principe — jusqu'à tant qu'ils le fassent en se réclamant de notre programme, c'està-dire du programme socialiste? Ne serait-ce pas une façon de leur dire que nous refusons d'être solidaires de leurs lutte, telles qu'ils les mènent actuellement?

Penses-tu qu'il eût été plus socialiste ou plus révolutionnaire de notre part de garder une neutralité souveraine lors des affrontements récents entre les CRS et les manifestants paysans ou commerçants, sous prétexte que les revendications de ces derniers sont insuffisantes, erronées ou même franchement fausses?

Notre position serait certes démagogique ou «confusionniste», si nous reprenions à notre compte, comme si elles étaient socialistes, ces revendications insuffisantes ou fausses. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

Nous avons le devoir d'expliquer aux petits paysans (ou commerçants, etc.) en quoi seul le programme du prolétariat révolutionnaire peut leur offrir des perspectives qui ne mènent pas vers une impasse. Mais nous avons aussi le devoir de soutenir les luttes qu'ils mènent. Les deux vont de pair.

Quant au problème des transports, il nous semble avoir été explicites dans nos prises de positions. Non seulement nous accordons la priorité aux fevendications concernant les transports collectifs, mais nous pensons que hors de ces transports collectifs il n'y a point de solution à l'asphyxie des grandes villes.

Mais nous rejusons au préfet de Paris le droit de limiter par des moyens coercitifs la circulation des automobiles individuelles alors qu'aucun moyen de transport en commun n'est prévu pour les remplacer. D'autant plus que la coercition prévue par le préfet ne frappe en fait que les pauvres. Car le stationnement payant généralisé à des prix prohibitifs découragera peut-être le travailleur banlieusard pour qui pourtant l'automobile individuelle est dans l'état actuel des choses le seul moyen de se rendre à son travail. Mais le PDG pourra aisément s'acheter le droit d'encombrer la chaussée, eût-il pris sa voiture pour aller dîner chez Maxim's.

Que l'Etat fasse face à ses obligations en mettant à la disposition des usagers des moyens de transport collectifs valables, y compris en banlieue. Alors, il serait en droit d'interdire l'utilisation de l'automobile individuelle dans les rues de Paris. Et qu'il le fasse pour tout le monde, y compris pour ceux qui ont les moyens.

NUNCTURE.

Cette semaine encore, nous avions fait dans notre courrier une abondante moisson de lettres non signées, ou sans adresse de l'expéditeur. Nous rappelons que nous ne pouvons pas publier de telles lettres. Il est donc indispensable que nos correspondants indiquent leur nom et adresse. Bien entendu, si tel est leur désir, nous ne feront pas état de ces indications dans le « Courrier des lecteurs ».



lutte

Hebdomadaire - Paralt le mardi

Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon Imprimé par : Roto technic Offset Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsleur-le-Prince, 75 - Paris-6*.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarlfs des abonnements :

ordinaires : 6 mois : 30 F 1 an : 50 F

sous pll fermé : 6 mols : 70 F 1 an * : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODIN-SON PARIS 6851-10.

Editorial

La hausse des prix est dirigée contre les travailleurs

AR suite des décisions prises par le gouvernement, l'année 70 commence vraiment sous de mauvais auspices pour les travailleurs et toute la population laborieuse. Après l'augmentation de 4,5 % du tarif voyageurs SNCF, et les 6 % du tarif marchandises, les 5,13 % de hausse des tarifs de transports fluviaux et routiers qui vont rapidement se répercuter sur les prix de détail, M. Giscard d'Estaing sale encore la note. Il augmente les taxes, sur les mandats et télégrammes (de plus de 30 %), sur la tenue des comptes courants postaux et les tarifs du courrier international. Et puis, comme le jour de l'An doit être vraiment une fête — celle du lampiste bien entendu — le gouvernement décide aussi d'augmenter, une nouvelle fois, le prix des tickets de métro et d'autobus, en attendant d'augmenter celui du tabac.

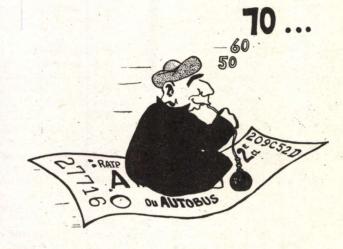
La hausse des prix est une plaie constante de l'économie capitaliste, il n'en reste pas moins que, depuis les dernières années, elle s'accélère constamment. Les chiffres cités récemment par le journal Le Monde (30. XII) indiquent, par exemple, que la hausse était de 2,7 % en 67, de 4,5 % en 1968 et de 6,5 % en 1969. Même en 1963 où la poussée inflationniste avait été élevée, la hausse n'avait atteint que 5,7 %. Ces chiffres sont certainement en-dessous de la réalité. Mais leur croissance montre dans quel sens évoluent les prix.

Ainsi, malgré tous les discours et toutes les démagogies, le gouvernement est parfaitement incapable d'enrayer les hausses des prix. Qui plus est, le pouvoir contribue pour les secteurs qui dépendent directement de lui, à la tendance générale de hausse des prix.

Enfin, le gouvernement Pompidou-Giscard-Chaban est bien décidé à faire payer les désirs d'expansion du capitalisme français aux travailleurs. Il est décidé à limiter les subventions allouées aux services, qui se devraient d'être « publics », et à freiner la consommation intérieure, dans le but de permettre au patronat de vendre à l'extérieur à des prix compétitifs. Pour y arriver le régime use et abuse de la hausse des prix. Il le fait certes par étapes mais suivant un plan bien réglé, malgré la résistance que n'a pas manqué d'opposer la classe ouvrière depuis mai 68. De ce fait, d'ailleurs, le gouvernement voudrait disposer en même temps de la hausse des prix comme d'une arme contre la classe ouvrière.

Face à une telle attitude du gouvernement et du patronat, les travailleurs n'ont guère le choix : ou ils continuent à répondre, sans plan préconçu, avec plus ou moins de chances de succès, aux divers empiétements sur leur niveau de vie, ou bien, face à l'offensive d'ensemble, orchestrée par le gouvernement, ils préparent une riposte d'ensemble.

Il est vrai que la CGT, la CFDT et FO, pour nous en tenir aux grandes centrales ouvrières ne donnent



guère l'impression de prendre résolument en main la préparation d'un tel plan de lutte. Les syndicats vont-ils se contenter de suivre en maugréant ou, tout au plus, d'organiser des journées d'actions comme par le passé?

C'est probable. Mais en fin de compte, les travailleurs ont la force de les contraindre a une attitude plus combattive.

Il ne tient qu'aux travailleurs que l'année 1970 se termine plus favorablement qu'elle n'a commencé.

Dans ce numéro :

Garaudy et l'Humanité

Page 4

Pompidou et les vedettes : Le gouvernement ridiculisé

page 5

Mœurs policières

page 7

• Les élections au Japon

page 9

 Quelques aspects de l'Afrique opprimée

pages 12 et 13

 Concentrations et licenciements

page 14

 Les travailleurs en lutte (Sud-Aviation - Snecma)

page 15

Extraits du Meeting L.O. du 12 décembre 1969

pages 16 et suivantes

Feuilleton

pages 20 et 21

A I'E. D. F. :

Les Gaullistes contre le référendum

Chaban vient de répondre à la lettre de Georges Seguy qui lui demandait de faciliter la consultation que la CGT se propose d'organiser, le 14 janvier, parmi le personnel de l'EDF-GDF à propos de la « convention sociale » signée il y a quelques semaines. Et cette réponse ne manque pas de sel.

En préambule, notre premier ministre déclare qu'il ne peut se prêter à une telle entreprise, car, voyez-vous, « le gouvernement n'entend pas intervenir dans les relations entre les entreprises et



CHABAN: UN REFERENDUM...
(photo UPI)

les organisations syndicales ». Ne souriez pas! Contrairement à ce que vous pourriez penser, le gouvernement n'est pour rien dans l'accord signé à l'électricité de France, Chaban vous le dit la main sur le cœur. Quant aux fameux contrats de progrès, sans doute émanent-ils de l'esprit inventif (et malveillant) de quelques journalistes en mal de copie!

Après une déclaration de principe si péremptoire, Chaban entre dans le vif du sujet. Usant d'arguments qui devraient être entendus de la CGT, puisqu'ils furent les siens en d'autres occasions, il explique, en effet qu'il s'est adressé à des organisations qu'il considérait comme représentatives et responsables. A elles de prendre leurs responsabilités vis-à-vis de leurs adhérents et des travailleurs.

La CGT ne se sent-elle ni représentative, ni capable de prendre ses responsabilité? A M. Seguy de répondre.

Ainsi Chaban renvoie la balle à la CGT.

La CFDT, quant à elle, renchérit dans ce sens. La pratique du référendum est restée, déclare-t-elle, jusqu'ici, en dehors des traditions syndicales. Certes, il est nécessaire de consulter de temps en temps les travailleurs, mais il est nécessaire aussi que le syndicalisme sa che prendre ses responsabilités et puisse, après une délibération dont il est seul juge des modalités, engager son autorité et sa signature chaque fois qu'un texte contient des « résultats positifs ». En d'autres termes, la CFDT reproche à la CGT de brader l'autorité des directions syndicales en faisant intervenir la base. Elle crie casse-cou à Séguy qui introduit

là un précédent fâcheux pour la libre activité des appareils et se range allègrement aux arguties de Chaban.

Mais en fin de compte, la tactique de la CGT, même si elle n'est pas dénuée d'arrière-pensées manœuvrières, a porté ses fruits. Ainsi, et Chaban et la CFDT ont dû révéler les mobiles qui ont, en fait, présidé à leur accord; mobiles qui n'ont rien à voir, mais qui en doutait, avec les intérêts des travailleurs.



DESCAMPS:
MAIS C'EST ANTI-DEMOCRATIQUE
(photo UPI)

LUTTE OUVRIÈRE

 LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

• LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.



Garaudy et l'Humanité :

Démocratie nouvelle, mais ouverture à droite

ANS la «Tribune de Discussion» ouverte à l'occasion du 19e Congrès du PCF, l'HUMANITE du 2 janvier a publié, sur près d'une demi-page, un article de Roger Garaudy. Dans ce texte, ce dernier, qui depuis maintenant 18 mois est entré en opposition avec le Bureau Politique et le Comité Central dont il est membre, reproche aux organismes dirigeants d'avoir notamment publié des extraits tronqués de ses écrits dans l'HUMANITE du 9 décembre. De plus, il développe, à nouveau sa critique de la ligne suivie par la direction du PCF.

Cette critique se résume d'ailleurs à quelques idées essentielles : — s'orienter plus franchement vers les « couches nouvelles » de salariés (techniciens, ingénieurs, intellectuels, etc.) qui avec la classe ouvrière, constitueraient un nouveau « bloc historique », — faire preuve de plus d'esprit critique, c'est-à-dire d'indépendance, vis-à-vis de l'URSS, — être plus démocratique à l'intérieur du Parti.

Et en conclusion Garaudy affirme : « la position que je préconise ne met nullement en cause la politique d'unité de notre Parti, elle contribue, au contraire, à faire sauter un obstacle majeur à sa réalisation ».

Le fond de la critique de Garaudy c'est qu'un certain nombre d'attitudes qu'a prises récemment le PCF sont en contradiction avec le seul avenir qui est le sien : devenir un grand parti réformiste. Bien sûr si, dans sa forme, sa critique n'est pas formulée d'une manière aussi brutale, elle ne tend finalement qu'à désigner au PCF les obstacles qui barrent la voie à une véritable social-démocratisation : liens encore trop forts avec l'URSS, rôle prépondérant donné (d'après lui, bien sûr) au prolétariat industriel, impression fâcheuse produite sur les alliés de la gauche réformiste

classique par le manque de « démocratie » dans le Parti lui-même.

Et nul doute que, pour Garaudy, la levée de ces obstacles permettra plus facilement aux alliés éventuels de gauche, et au delà à la bourgeoisie, de considérer le PCF comme un véritable parti « national », c'est-à-dire prêt à défendre les intérêts de l'impérialisme français contre tous ses adversaires possibles, des travailleurs français à la bureaucratie russe.

Que pour étayer son argumentation et fourbir ses armes, Garaudy puisse prendre appui sur de nombreux textes de Waldeck Rochet ou sur des résolutions du Parti n'est nullement étonnant. Il y a longtemps que le PCF a fait ses premiers pas dans la voie que Garaudy souhaite lui voir résolument parcourir.

Mais, Mai 68, le changement d'attitude de la bourgeoisie à son égard et l'effondrement de la gauche réformiste l'ont privé de toutes perspectives parlemenaires et électorales à court terme. C'est d'ailleurs pourquoi le PCF a adopté un vocabulaire et certaines attitudes soit « gauchistes » (abstention au 2° tour des présidentielles, discours de Séguy, etc.) soit pro-soviétiques qui déplaisent fort à la bourgeoisie (et sans doute à M. Garaudy). Par contre-coup, cette attitude du Parti a ralenti, pour un temps, le lent processus de son Intégration à la vie politique française comme parti réformiste classique.

L'élément nouveau dans cette affaire, ce ne sont pas tant les idées exprimées par Garaudy mais le fait que pour la première fois depuis les années 1925 et la stalinisation du parti, son organe central l'HUMANITE, ouvre ses colonnes à un oppositionnel.

Ce comportement «démocratique» de l'appareil n'est sans doute pas étranger à la personnalité même de Garaudy, c'est-à-dire au fait que sa critique de la ligne du parti se situe très nettement sur la droite. Car, nul doute que les idées de Garaudy, si elles rencontrent certaines sympathies chez nombre d'intellectuels du parti, auront peu de prise sur la base ouvrière du PCF qui reste son appui essentiel. Par contre, si jusqu'à présent, le parti n'a jamais laissé la possibilité à une critique « de gauche » de s'exprimer si ouvertement, c'est justement parce qu'une telle critique serait susceptible de faire toucher du doigt à de nombreux travailleurs communistes la contradiction qui existe entre la pratique réformiste de leur parti et l'idéal révolutionnaire dont il continue (de moins en moins, d'ailleurs) à se revendiquer.

Cette possibilité de faire connaître ses opinions à l'ensemble du parti ne fut jamais donnée ni à la cellule Sorbonne-Lettres (dissoute pendant la guerre d'Algérie), ni aux opposants de l'Union des Etudiants Communistes, qui fut exclue presque entièrement en 1966.

En Mai-Juin 1968, alors que des centaines de milliers de militants communistes participaient à la grève générale et que les discussions allaient bon train dans les cellules sur la ligne de la direction, jamais aucun « gauchiste » du parti n'eut la possibilité de publier son point de vue dans la presse du PCF.

En fait, l'affaire Garaudy et le luxe de précautions et de « démocratie » qui entourent son élimination des organismes dirigeants du parti, voir peut-être du parti lui-même, montrent que les timides entorses à la dictature de l'appareil ne sont tolérées qu'au bénéfice des tendances droitières qui s'y manifestent. Et, de ce point de vue, se trouve confirmée l'appréciation selon laquelle la « libéralisation » hypothétique qui pourra se manifester au sein du parti ne signifiera nullement sa régénérescence révolutionnaire. Bien au contraire!

Conférence de presse anarchiste sur les attentats de Milan

A Fédération Anarchiste et « Le Monde Libertaire » ont tenu le vendredi 2 janvier une conférence de presse pour donner leur position sur les récents attentats de Milan.

Le représentant de la Fédération Anarchiste commença par rappeler que si des anarchistes avaient en certaines occasions recouru aux attentats, ils les concevaient comme un moyen et non comme un but, et que surtout, à chaque fois, its avaient revendiqué leurs actions et pleinement pris leurs responsabilités. Dans le



cas de l'attentat de Milan, a-t-il souligné, les anarchistes ont totalement désavoué cet attentat.

Il s'est ensuite employé à démontrer que tout dans l'affaire faisait penser à une machination policière, et à une nouvelle affaire Sacco et Vanzetti. De plus, il a mis en garde contre une adoption trop rapide de la thèse du suicide de Pinelli.

Enfin, il a affirmé que si on pouvait comme la police italienne parler d'association de malfaiteurs, ce n'était pas à propos de militants arrêtés, mais de ceux qui sont au pouvoir partout dans le monde et qui exercent la violence continue que ce soit en Grèce, au Vietnam, à Prague ou contre les militants anarchistes Italiens. C'est sur eux qu'il a rejeté, de toute façon, la responsabilité de l'attentat de Milan.

Un camarade anarchiste italien de Milan a ensuite pris la parole. A son avis, la police italienne a voulu désorganiser le mouvement anarchiste et d'extrême-gauche en arrêtant les militants les plus représentatifs. C'était déjà le cas dans les mois précédant l'attentat de Milan, sans qu'elle ait pu rien prouver.

En arrêtant Pinelli et en le « suicidant », elle a privé le mouvement anarchiste italien d'un militant et organisateur de talent, totalement dévoué à la cause qu'il défendait depuis plus de vingt-cinq ans.

Un autre militant de la Fédération Anarchiste rappela que si on applique l'adage policier « cherche à qui le crime profite », on en arrive à l'Etat italien qui cherche à se sortir ainsi de ses difficultés.

la discorde

les Arabes se sont ségarés sans communique
 Nassér n'est plus le leader incontesté

 Arafet, lèched des Palestinions, a joué le rôle d'en chef d'Etjet

(PAGE 3, AMERICAL DE NOTRE ENVOYE SPECIAL EDMOND BERGHEAUD.)



Voici ce que signifie pour vous l'annonce par Giscard de la réduction du taux de la T.V.A.

CES PRODUITS BAISSERONT DE 10 % EN JANVIER :

Conserves et pluts prépavés (dolison, viende, léguinust fents, potégés)

Control of Cosserts

Col, condinents, nautarde,
porte, sauces

Las peakelts didditiques et

Les livres bénéficieront
aussi de la baisse de la
TVA, à la demande du
Président de la République
Outre 7, L'ARTICLE D'ALAIM WELLER.)

Toujours empressé d'emboîter le pas au gouvernement, France-Soir, tapageusement, fait de la publicité autour des diminutions annoncées par Valéry à la veille de Noël.

A TALL . Com.

Tendancieusement, il présente la éduction du taux de la TVA comme une diminution (de 10 %) du prix de vente de ces produits.

Une manière comme une autre d'informer les Français. Mais cette fois... la ficelle est un peu trop grosse.



POMPIDOU ET LES VEDETTES:

LE GOUVERNEMENT RIDICULISÉ

Photo U.P.I.

'OPERATION des services secrets israéliens a parfaitement réussi, les vedettes de Cherbourg sont bien arrivées à Haïfa et le gouvernement français lui, est tout à fait ridiculisé.

Certains estiment qu'il l'a bien cherché. Et comme il est évident que l'opération n'a pu avoir lieu que parce que les Israéliens bénéficiaient de complicités en haut lieu, l'idée qu'il faut les chercher au gouvernement, peut-être même plus haut, a été souvent avancée.

Nous ne jurerions certes pas que certains ministres ne pouvaient pas être au courant et n'ont pas plus ou moins volontairement fermé les yeux. Il est sûr que dans le panier de crabes qu'est la majorité bien des gens— et des plus notables— ne sont pas entièrement favorables à la politique officielle du gouvernement au Moyen Orient.

Il est difficile de croire cependant que le gouvernement ou le chef de l'Etat aient choisi ce moyen pour tourner un embargo qu'ils ont eux-mêmes sinon institué, du moins repris à leur compte. D'abord parce qu'il leur serait très facile de le lever comme ils le voudraient, l'opinion publique française étant généralement plus favorable à Israël qu'aux pays arabes et qu'ils n'au-

sur le petit écran montrent qu'en la matière, il ne craint rien. Mais tout de même...

En fait cette affaire des vedettes vient simplement rappeler que malgré tous les discours et tous les changements de constitution, le chef de l'Etat et le gouvernement de la cinquième république



Les vedettes, c'est plus un « mystère »

ne sont pas plus souverains que leurs prédécesseurs.

Pompidou n'est pas mieux loti qu'un vulgaire Guy Mollet, par des leaders et des éventuels négociateurs algériens.

Mais de Gaulle ne l'était pas mieux non plus. Non seulement une partie de ses généraux entrèrent en rebellion ouverte du côté de l'OAS (et bon nombre de militaires ou de fonctionnaires qui restèrent officiellement fidèles aidèrent en fait celle-ci) mais, plus près de nous, l'enlèvement et l'assassinat du leader de l'opposition marocaine Ben Barka révélèrent qu'une fraction des services de police et de renseigne-ment n'hésitaient pas non plus à mener, en liaison avec un Etat étranger, leur politique sans se soucier davantage de ce que pouvait être celle du gouvernement.

Dans notre régime, que le gouvernement soit fort ou faible, s'il décide de la politique du pays, c'est l'appareil de l'Etat qui l'applique. Et cet appareil d'Etat, formé de fonctionnaires de toutes sortes, administrateurs divers, militaires, policiers, est parfaitement incontrôlé, sauf par lui-même.

Qui peut donc empêcher les hauts fonctionnaires des ministères, les chefs de la police ou ceux de l'armée de mener leur propre politique dans le domaine où ils sont seuls responsables?

Le gouvernement, même quand le scandale éclate, même quand il devient patent que son autorité a été bafouée, comme dans l'affaire présente, ne peut pratiquement rien. Tout au plus mettre à la retraite les deux chefs de service qui ont apposé leur signature sur les documents les plus compromettants. Mais, beaucoup l'ont souligné, la punition n'est pas si grave pour deux hommes dont l'un devait, de toute façon, être à la retraite dans 6 mois et l'autre... aurait dû l'être depuis près d'un an.

De même, lors du procès qui a suivi l'affaire Ben Barka, seuls les deux policiers, des sous-fifres, qui trempèrent directement dans l'enlèvement purent être condamnés.

Mais pour situer toutes les responsabilités dans de telles affaires, en admettant qu'il ait envie de le faire, le gouvernement n'a d'autres moyens que de faire appel aux fonctionnaires, aux policiers ou aux militaires eux-mêmes. Que peut donner une enquête dans ces conditions?

se prive pas d'employer leurs services.

Peut-il scier la branche sur laquelle il est assis? Ne doit-il pas fermer les yeux sur les incartades de gens qui lui sont absolument nécessaires? Peut-il faire autre chose que se contenter de sanctions contre les seuls qui sont pris publiquement la main dans le sac?

L'affaire des vedettes nous montre bien la nature de ce régime. Non seulement le gouver-

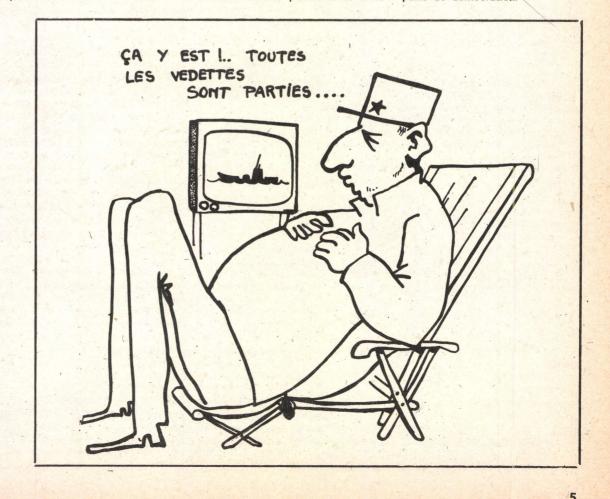


Et surtout le gouvernement n'oublie pas que sa force essentielle, face au pays tout entier et surtout aux classes qui pourraient remettre en question l'ordre actuel, demeure cet appareil d'Etat, ces fonctionnaires, ces militaires et ces policiers. Et il ne nement, par la grâce de la constitution et des tripatouillages électoraux échappe au contrôle de la plus grande partie des citoyens, mais les fonctionnaires chargés d'appliquer la politique du gouvernement échappent au contrôle de celui-ci. Et on nous parle de démocratie...



raient donc aucune raison d'employer ce moyen détourné. Ensuite, parce qu'on imagine assez mal Pompidou et Chaban Delmas se prêtant à une opération qui ne pouvait aboutir qu'à les rendre parfaitement ridicules. Bien sûr, les apparitions du chef de l'Etat

exemple qui, alors qu'il était président du conseil vit sa tentative de négociation avec le FLN algérien sabotée par les chefs de l'armée qui y étaient défavorables et, sans se préoccuper de l'avis du gouvernement, organisèrent le détournement de l'avion et le rapt



Dans l'enseignement

Manque de professeurs au Lycée de Vitry

(Val-de-Marne)

U lycée Jean Macé de Vitry-sur-Seine, lycée technique d'Etat préparant au brevet de technicien et au brevet commercial, 1 500 élèves, garçons et filles sont accueillis dans des locaux pour ainsi dire neufs.

Cependant, si les locaux sont impeccables, depuis la rentrée du 15 septembre 1969, le désordre le plus complet règne et l'administration s'arrache les cheveux quant à l'organisation de l'emploi du temps des élèves. En effet, la rentrée s'est effectuée avec 22 professeurs manquants et encore à l'heure actuelle, tous les postes enseignants ne sont pas pourvus.

Trois emplois du temps successifs furent établis, et faute de professeur, des matières furent supprimées : éducation physique, artistique, mais surtout anglais (dont les cours ne commencèrent que courant octobre) et dessin industriel. A l'heure actuelle, 5 professeurs sont encore manquants et certaines classes n'ont jamais eu cours de dessin industriel, matière de première importance dans l'examen prépa-

Chaque semaine, depuis le 15 septembre, une délégation

d'élèves allait protester contre l'absence de professeurs auprès de la direction, et chaque semaine, celle-ci les leur promettait pour la semaine sulvante. Le résultat de toutes ces démarches, accompagnées de lettres envoyées par les élèves et parents d'élèves au ministère de l'Education nationale, fut l'envoi d'un professeur de dessin... du bâtiment! C'est ainsi qu'aujourd'hui, les élèves de mécanique apprennent à dessiner portes, fenètres,

De plus, un autre problème

vient perturber l'enseignement de ce lycée : depuis le 12 novembre, plus d'une quinzaine de classes d'une trentaine d'élèves chacune n'ont plus accès aux salles de travaux pratiques physique et chimie. En effet, l'unique aide laboratoire (au lieu des 4 normalement prévues) doit assurer à elle seule le nettoyage, le rangement et la mise en place du matériel nécessaire à l'enseignement. Afin de protester contre le surcroît de travail, conséquence du manque de personnel, l'indifférence et les lenteurs administratives, l'aide laboratoire, qui est une personne âgée, décidait de fermer les salles de travaux pratiques. Les professeurs se solidarisaient alors avec elle, et refusaient d'enseigner dans des pièces ne répondant pas aux conditions élémentaires d'hygiè-

S.N.E.S. et C.G.T. ont envoyé une lettre au rectorat informant de la situation et réclamant une solution rapide. Une réponse leur a été promise dans un mois. Mais pendant ce temps-là, les élèves attendent et compromettent leur année scolaire.



Faure et Guichard. Quelques-uns parmi les responsables de la situation actuelle.

Photo U.P.I.

Dix jours de grève au lycée d'Etampes

OUT commença le 1er décembre quand 80 % des élèves internes décidèrent de ne pas manger au repas du soir tandis que douze d'entre eux entamaient une grève de la faim, pour protester contre les hausses abusives des tarifs de pension et de demi-pension.

Deux jours plus tard, le 3 décembre, la directrice, devant la poursuite du mouvement, menaça de renvoyer les grévistes dans leur famille, comme s'il s'agissait de malades ordinaires.

Devant l'échec de ce mouvement si facilement déjoué par l'administration, l'ensemble des lycéens (2° cycle et 3° C.E.T.) se mettalent en grève générale, avec

élection d'un comité de grève et création de commissions de travail chargées des revendications propres aux lycéens. Des contacts étaient pris avec les professeurs qui semblaient très divisés sur l'attitude à prendre.

Le jeudi 4, la Fédération Cornec des parents d'élèves assure les élèves de son soutien total. Le vendredi 5, les professeurs S.N.E.S. et S.G.E.N. décident un débrayage de solidarité. Le len-demain, des groupes d'élèves sillonnent différents quartiers d'Etampes distribuant 2.000 tracts explicatifs.

Le lundi 8, élèves, professeurs et parents d'élèves décident l'envoi d'une délégation commune au Rectorat. Cette action présentée comme le fin du fin du mouvement par les professeurs en particulier, se solde évidemment par un échec.

Le lendemain 10 décembre, les grévistes réunis en assemblée générale écoutent le compte rendu de la délégation et dressent le bilan du mouvement. Ce bilan semble positif sous plusieurs aspects. En effet, les élèves avec les surveillants et certains professeurs, loin de se démobiliser, établirent pendant ces journées de grève des groupes de travail, par niveaux et matières afin de ne pas être les principales victimes de la grève.

Mais le 10 au soir, les grévistes décidaient de suspendre provisoirement leur mouvement en raison des vacances de Noël et prenaient l'engagement de recommencer à la rentrée si d'ici là rien n'était obtenu.

Au lycée technique de Denain:

l'incurie de l'État

E lycée technique de Denain, dans le Nord, a fermé ses portes et renvoyé ses élèves chez eux pendant huit jours environ dans la période qui a précédé les vacances de fin d'année.

La raison en est que les énormes et antiques chaudières au charbon du chauffage central ayant passé 60 ans d'âge, il est devenu extrêmement dangereux de les faire fonctionner : elles peuvent à tout moment exploser. On comprend que personne ne veuille courir le risque de faire marcher. On a préféré encore les vieux bâtiments glacés - dans les ateliers, la température ne dépassait pas 6 degrés — Seuls quelques cours, pour les classes d'examen, étaient maintenus dans des bâtiments préfabri-

qués chauffés par des poêles à

charbon ou au mazout.

Pourtant, le problème n'est pas nouveau. D'année en année, on le repoussait en attendant la construction du nouveau lycée, qui doit remplacer l'antique Ecole Pratique. Cela fait des anéées que l'on en parle et il n'est pas encore sorti de terre. Les travaux devaient commencer à l'automne dernier, mais le devis dépassant d'une somme relative-ment minime les crédits alloués, tout a été arrêté.

Pour l'instant, rien n'est résolu et on ne sait pas si les cours pourront reprendre à la rentrée de janvier car la municipalité, à laquelle il a été demandé d'installer une chaudière neuve, hésite à faire les frais de l'incurie de l'Etat.

Dans le Cher l'école gratuite et l'austérité

Jusqu'à cette année, dans le département du Cher, le transport scolaire était gratuit. Les frais se répartissaient entre l'Etat (65 %) et le département (35 %). Mais cette année, la participation de l'Etat ne sera que de 48 % (on fait des économies ou on n'en fait pas!)

Résultat : chaque élève paiera environ 30 F par trimestre pour aller à l'école (ils sont 10.000 à être concernés).

Quel transport de joie pour les parents!

Quatre jours de grève au C.E.T. Ledru - Rollin (Paris-12)

EPUIS longtemps, par l'intermédiaire de leurs délégués, les élèves du C.E.T. Ledru-Rollin réclamaient ce qui leur. était dû, c'est-à-dire une salle de réunion, un tableau d'affichage, un minimum de chauffage. Ils s'étaient heurtés chaque fois, soit à des refus courtois, soit à de vagues promesses jamais tenues de la part de l'administration.

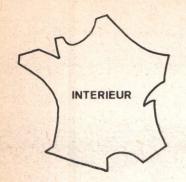
Le jeudi 11 décembre 1969, à 10 h du matin, à la suite d'une panne de chauffage, ils refusent de travailler. La journée du vendredi voit le mouvement s'étendre, s'organiser. Un cahier de revendications est établi, un comité de grève élu.

Mais le directeur refuse de discuter avec lui, préférant les autres « organismes » officiels déjà en place.

C'est ainsi, qu'à la suite du soutien tardif des professeurs, et bien souvent par l'entremise du secrétaire de la section syndicale S.N.E.T.P.-C.G.T., le directeur recevra plusieurs délégations, soit de délégués de classe, soit de délégués au conseil d'administration, soit de membres de la F.E.C.T. (organisation pour élève affiliée à la C.G.T. et sans aucune audience dans l'établissement). Autant de délégations qui ne représentent en rien le mouvement puisque plusieurs de leurs membres n'y participent même pas. Et d'ailleurs ce seront toujours les mêmes vagues promesses, sans aucunes garanties, qui seront prodiguées.

La grève est encore bien vivante le lundi matin. Sous la pression de la grande majorité des élèves, le directeur, successivement étonné puis inquiet, accepte enfin de recevoir le comité de grève et, en outre, cède sur la plupart des revendications. Quatre jours de refus obstiné pour en arri-

Après rapport du comité de grève devant les élèves réunis en assemblée générale, les élèves votent la reprise du travail. N.B. — Il faut préciser que le directeur de cet établissement a des responsabilités sur le plan national en ce qui concerne les directeurs des C.E.T. à la C.G.T.



MŒURS POLICIÈRES:

quelques exemples passés ...bien actuels



(Photo AFP)

A conscience professionnelle de certains policiers est à toute épreuve : ils sont payés pour présenter les criminels à la justice, aussi, lorsqu'ils ne peuvent pas les arrêter, dans certains cas, ils les fabriquent. Tous les moyens sont bons. De l'affaire Deshays à l'affaire Devaux, les exemples de brutalités policières ne manquent pas. (Il faudrait dire les exemples... connus.)



Photo L.O.

DESHAYS PARLE

« J'ai été interrogé pendant deux ou trois jours. Les gendarmes se relayaient à deux ou trois pour me faire avouer! ils me posaient sans arrêt les mêmes questions : « avoue!... » ils me frappaient partout, à coups de poing, sur la tête, la poitrine, au creux de l'estomac. Ils me gifflaient. Ils m'arrachaient les cheveux... Au bout de deux jours je ne savais plus où j'en étais. J'ai avoué, parce que j'ai eu peur de souffrir d'avantage... »

(Interview publiée dans « Libération » en 1954).

UN AUTRE...

Jugé pour meurtre devant les assises de l'Ardèche en 1951, un conducteur d'ambulance, Auguste Quinkal, décla-

« Je jure sur la tombe de ma mère, que je n'ai pu revoir, que je suis innocent. J'ai été



(Photo L.O.)

battu. C'était pire que la Gestapo. »

Il fut acquitté.

LES EXCEPTIONS QUI CONFIRMENT LA REGLE

Il arrive parfois — rarement est-il besoin de le dire - que les policiers frappeurs aient à répondre de leurs actes devant la justice.

Tel le commissaire Gautié, de Châteauroux, condamné à trois mois de prison en 1953, pour avoir envoyée un témoin à l'hopital.

Parfois, ce sont les jurés eux-mêmes qui protestent. Ainsi, en 1948, ceux de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône demandèrent au garde des Sceaux « d'empêcher ou punir les tortures policières » en ajoutant : « A la suite d'une affaire que nous avons eu à juger au cours de cette session, nous avons acquis la certitude, confirmée par un rapport médical, qu'un inculpé, gardé indeux jours par la police, a été dûment frappé dans le but de provoquer ses aveux ».

POUR LA MONTRE D'UN PATRON DE BORDEL

Le 21 février 1946, Roger Grangé, brocanteur bordelais allait à la police judiciaire.

Quatre heures plus tard, il était transporté à l'hôpital où il décédait dans la nuit.

Quelque temps auparavant, il avait acheté puis revendu une montre. Or celle-ci avait été volée à une importante personnalité de la ville, qui avait de surcroît des amitiés dans la police : M. Bolloch, tenancier d'une maison close.

Menacé de recel, le brocanteur tente de retrouver la montre mais n'y parvient pas; c'est ce qu'il allait dire aux policiers, le 21 février 1946.

Quant à ceux-ci ils vont trouver la veuve qui a porté plainte, et lui disent : « tu témoigneras que ton mari était un ivrogne et un épileptique ». Elle refuse.

Le juge d'instruction et le procureur de la République rendront un non-lieu « dans l'impossibilité où ils sont de départager les responsabilités individuelles », c'est-à-dire de savoir lequel, des trois poliliers qui a « interrogé » Roger Grangé, a porté les coups mor-

Après appel, le procureur général de Bordeaux conclura dans le même sens.

Grâce à de multiples artifices juridiques, les trois policiers ne seront jugés que 8 ans plus tard.

A l'audience, on apprendra que l'interrogatoire eut lieu en présence du propriétaire de la montre (et d'autres choses) et qu'il disait aux policiers « tapez dessus jusqu'à ce qu'il parle, je veux retrouver ma montre ».

Maître Floriot plaidera coupable pour les trois policiers, mais demandera l'acquittement, puisqu'il est impossible de savoir lequel a porté le coup mortel.

Et l'on put voir les trois flics acquittés.

Et l'on put voir le public, composé de policiers, applaudir à tout rompre.

Et l'on put voir l'un des jurés tomber dans les bras d'un des acquittés.

Et l'on put voir les policiers présents prêts à tabasser un journaliste qui avait photographié l'embrassade, retenus par le flic embrassé qui disait : « arrêtez! nous avons assez fait les c... comme ça!».

La morale de l'histoire, François Mauriac devait la tirer amèrement dans Le Figaro:

« ... Le commissaire Nardon, les inspecteurs Cazenave et

Benquet ont été victimes d'un accident du travail. Ce n'est pas leur faute si le brocanteur qu'ils interrogeaient à leur manière était de faible constitution et s'ils l'ont « crevé ». Ce n'est pas la faute de ces bons serviteurs de l'ordre s'ils ne pouvaient disposer que de leurs poings: ... Peut-être leurs chefs qui les ont couverts d'éloges avaient-ils négligé de leur enseigner la technique, si répandue aujoura nui, a un traitement électrique appliqué aux bons endroits pour faire avouer le prévenus entêtés. Peut-être les Allemands, en quittant Bordeaux, avaient-ils emporté leur baignoire... ».

Maître Floriot, lui avait conclu par avance :

«Les coups de la police? Mais bien sûr qu'on en donne. J'en suis certain et je l'ai déjà proclamé. Oui il y a des cogneurs dans la police et vous n'y pourrez jamais rien! »

Après cela, nous sommes tous « prévenus »!

L'affaire Thévenin

Encore un exploit de la police

U tableau des nombreux exploits de la police, il faut ajouter l'affaire Jean-Pierre Thévenin qui date d'il y a un an, et dont on reparle actuellement grâce à l'enquête menée par la Ligue des Droits de

Jean-Pierre Thévenin, conduit en décembre 1968 au commissariat de police de Chambéry à la suite d'une bagarre dans un café (à laquelle il n'avait pas directement pris part) est « retrouvé » quelques heures plus tard mort dans sa cellule. La police a déclaré qu'il s'était suicidé » en passant la tête dans une bouche d'aération de 16 centimètres de diamètre, située à 2,10 mètres du sol!

Or une première autopsie a révélé que la mort était due à une hémorragie pulmonaire qui avait été provoquée par un coup. De plus, le jeune Jean-Pierre Thévenin n'avait aucune raison de se suicider...

Mais la police, que le souci de vraisemblance n'étouffe pas, maintient toujours sa thèse, et prétend que l'hémorragie pul-monaire provient de l'état d'ébriété de Jean-Pierre Thévenin. Pour ajouter du poids à ses dires, le commissaire de police de Chambéry a insulté les parents de la victime, et les a traités de parents d'ivrogne. Quant à la patronne du bar dans lequel s'était déroulée la bagarre, elle reste persuadée que c'est parce qu'elle ne voulait pas confirmer la version de la police que cette dernière a fait fermer son établissement...

Jean-Pierre Thévenin s'est-il vraiment suicidé?

Il faudrait avoir vraiment beaucoup d'imagination pour y Mais ce qui est remarquable,

c'est que l'opinion publique n'en croit rien. Pour elle Thévenin a été « tabassé » et il en est mort, un point c'est tout.

Et l'opinion publique a de bonnes raisons de suspecter ainsi la police. Car tout le monde sait que celle-ci a coutume de se conduire avec brutalité.

Il y a d'abord la violence Tégale. Ainsi l'interrogatoire de Thérèse Lemadre, la compagne.



Jean-Pierre Thévenin. « aidé » à se suicider ? Photo U.P.I.

de Fauqueux, vient opportunément de rappeler que la police a le droit, sans enfreindre la loi, d'Interroger quelqu'un durant 48 heures d'affilées. Et la personne ainsi interrogée peut être privée de sommeil, de repas, d'avocat, et même de mé-decin (durant 24 heures seulement, et sous responsabilité de la police bien sûr).

Mais II y a surtout la violence illégale. Les passages à tabac, comme celui dont fut victime Deshays, ne sont pas rares. Et même sans aller jusqu'à cette extrémité, les abus relativement mineurs sont tellement nombreux qu'il n'est pas besoin d'être gauchiste ou d'avoir commis un délit pour les connaître. Combien de jeunes se sont-ils vu gratifiés d'une paire de gifles pour une peccadille ? Combien d'automobilistes ont-ils eu affaire un jour ou l'autre à un flic particulièrement grossier et

En fait si l'opinion prête si souvent de mauvaises intentions à la police, c'est parce qu'on ne prête qu'aux riches. Et d'ailleurs les véritables sentiments de la population, on les a vu clairement en mai 68. En particulier des milliers de jeunes de la banlieue ne sont venus sur les barricades que pour pouvoir régler de vieux comptes qu'ils avaient avec la police.

Aujourd'hui bien des policiers se vengent de la peur qu'ils ont eue à cette époque. Mais en agissant comme elle le fait, la police accumule contre elle des griefs, des rancœurs et des haines qui risquent fort de lui exploser un jour de nouveau au



DANS LE MONDE

ROHAN, produit du fanatisme religieux de l'état sioniste

E Tribunal de Jérusalem vient de décider l'internement de Michaël Rohan, l'incendiaire de la Mosquée Al Agsa.

Que Rohan ait eu un « grain », cela était évident

dès le début du procès.

Mais il est plus facile d'interner un simple d'esprit que de faire disparaître les conditions qui ont pu le pousser à commettre un tel geste.



Rohan n'était pas le seul à vouloir détruire la mosquée Al Aqsa.

Car en fait, ce qu'oublient de dire les magistrats israéliens, c'est que l'idée de détruire les mosquées El Aqsa et Omar n'a pas germé toute seule dans l'esprit de Rohan et qu'elle est même assez répandue dans certains milieux religieux d'Israël.

Voici par exemple les extraits d'un débat publié pendant l'hiver 1967-68, c'est-à-dire avant l'acte « criminel » de Rohan, dans le nº 35 de la revue « Deoth », organe des intellectuels et académiciens religieux (ce débat est longuement cité dans le nº 2 de la revue « ISRAC » édité par le Comité d'action révolutionnaire israélien à l'étranger) :

« Dr Eldad (activiste du mouvement pour le Grand Israël. et commentateur de la Bible à la radio officielle NDT): Je ne

cesse de répéter : un de nos espoirs les plus profonds et ayant valeur de symbole plus que tout autre est la construction du Temple, qui est la glorification de notre délivrance. Il est évident que nous n'allons pas construire le Temple à côté de Mougrabi (place au centre de Tel-Aviv, NDT), mais nous allons le construire sur la colline du Temple à Jérusalem. Dès lors, il devient évident que ces mosquées doivent disparaître un jour, d'une manière ou d'une autre. Mais personne ne le dit. On a peur. Alors, on se retranche derrière la politique, et la politique a ses impéra-

« Falk: Mes sentiments sont proches de ceux du Dr Eldad, mais je pense qu'ils ont une autre signification. Moi aussi, je me suis demandé pourquoi n'aurons-nous pas à détruire la mosquée d'Omar pour ériger à sa place notre Temple, ou, tout au moins, pourquoi ne pas offrir des sacrifices à Dieu sur la colline du Temple. Le fait que l'on n'en a jamais parlé sérieusement constitue le preuve irréfutable qu'il existe un fossé entre nos devoirs religieux et le judaïsme orthodoxe, et même le plus extrême.

« Schlesinger: La chose qui me choque le plus c'est qu'il y a des gens qui refusent le fait qu'une mosquée se trouve sur la colline du Temple. Ils n'auraient pas été choqués même de voir une église sur la colline du Temple, au lieu de la mosquée. Il est horrifiant de constater que nous devons accepter de bon gré, et de ne pas qualifier de catastrophe, que des sacrilèges soient commis sur la colline du Temple. Car, même si l'on peut prétendre que l'existence d'une mosquée ne constitue pas un sacrilège, il est difficile de l'accepter quand il s'agit d'une église catholique.

Mais je considère comme une grande calamité l'existence de la mosquée d'Omar sur la colline du Temple. J'aurais voulu la détruire si j'en avais la force, et je ne suis pas sûr que je ne l'ai pas. L'espoir que la mosquée deviendra un Temple universel, comme l'a exprimé quelqu'un, est une fuite particulièrement commode (...). C'est encore une chance que nous nous trouvions en face d'une mosquée, parce qu'ils sont plus au moins monothéistes, et encore, beaucoup d'entre eux ne croient pas dans l'existence d'un Dieu unique. »

Mais les autorités israéliennes, si préoccupées de combattre le fanatisme religieux, feront-elles comparaître au banc des accusés, au côté de Rohan, ceux qui professent de telles idées? L'influence grandissante des religieux dans la politique du pays permet de répondre à cette question, sans une ombre de soupçon, par la négative.

TCHECOSLOVAQUIE

normalisation " se poursuit



Husak, en compagnie de Svoboda et d'un « sauveur » russe

E premier secrétaire du P.C. tchécoslovaque, Gustav Husak, annoncait sur les ondes des radios hongroise et tchèque que si « la première étape du processus de normalisation en Tchécoslovaquie a été accomplie »... « le plus gros travail reste encore à

Pourtant les Smirkovsky, Dubcek et consorts ont été éliminés de la scène politique; pourtant la repression fait que les manifestations sont de plus en plus difficiles et que la contestation étudiante ou ouvrière est étouffée.

Mais cela ne suffit pas à Husak et il a raison, le plus dur reste à faire, car ce n'est pas facile de mâter les quelques 15 millions « d'extrémistes » que compte la Tchécoslovaquie...

GRANDE-BRETAGNE Vacherie!



En Angleterre non plus, tout ne va pas pour le mieux chez les paysans. Aussi, dans la ligne de ses « collègues » français, un agriculteur français a-t-il voulu introduire sa vache au Parlement.

Refoulé par le « bobby » de service, il s'est contenté d'attacher la vache devant l'immeuble à un « parcmètre ». Elle portait un double écriteau sur lequel on pouvait lire :

VOTRE LITRE DE LAIT QUOTI-DIEN VAUT :

à la consommation : 6,5 d (36 centimes); à la production : 4,5 d (25 c).

1969 à la consommation : 11 d (61 centimes); à la production : 5 d (28 centimes)

Il n'y a pas qu'en France que le systeme de distribution vole le producteur et le consommateur.



OMME des milliers de ses compatriotes, le compositeur grec Mikis Théodorakis est actuellement détenu dans un camp militaire. Il faut dire que l'auteur de la musique de « Zorba le grec » était avant avril 1967 député de l'E.D.A. et président des « Jeunesses Lambrakis », deux organisations de gauche.

Ses chansons n'ont pas eu l'heur de plaire aux colonels. Récemment, sur ordre du gouvernement grec, 70.000 disques de Théodorakis, qui étaient en dépôt dans les grands magasins de disques de Lambropoulos, ont été saisis et détruits.

Mais que les Grecs se consolent : il leur reste la musique... militaire.



Mikis Théodorakis Photo U.P.I.



DANS LE MONDE

Les élections au Japon et le "miracle économique



M. SATO, au centre, crie victoire... un pays encore féodal par bien des aspects

'EXPLICATION première du succès de la droite, c'est le climat de réussite et de

prospérité dans lequel baigne actuellement le Japon. »

Ce commentaire d'un journaliste du MONDE, à la suite de la victoire électorale du Parti Libéral-Démocrate de M. Sato, aux dernières élections législatives du 27 décembre, donne le ton à l'ensemble des appréciations que la grande presse a formulé après l'annonce des résultats.

Pour incontestable qu'elle soit, (les conservateurs ont obtenu 47,6 % des voix et 288 sièges, sur un total de 486), la victoire du P.L.D. doit être ramenée à ses véritables proportions : en pourcentage, le parti de M. Sato a perdu des voix par rapport aux dernières élections, les abstentions ont été particulièrement importantes, surtout dans les grandes villes où elles ont atteint le pourcentage record d'environ 50 % du corps électoral, la forme du scrutin et le découpage électoral ont enfin fortement avantagé le parti au pouvoir. C'est ainsi que le Parti Libéral-Démocrate a obtenu 59 % des sièges avec 47,6 % des voix, tandis que le Parti Communiste Japonais par exemple n'a obtenu que 2,8 % des sièges avec 6,8 % des voix.

Mais même rapportées à leur véritable dimension, les élections apparaissent comme une victoire de la droite.

Mais de là à en trouver l'explication dans la « prospérité économique » du Japon, ou plus exactement, dans la satis-faction de la population devant ses conditions de vie, car c'est à cette conclusion que conduit l'explication proposée, il y a un pas qu'il est bien abusif de franchir.

Il est certes vrai que le Japon soit aujourd'hui devenu une des plus grandes puis-sances industrielles du monde. Comme il est vrai que le taux de croissance de son économie (plus de 10 % de moyenne depuis 1950) l'a hissé au troisième rang de l'économie mondiale, du moins si l'on retient le critère du montant du produit national brut. La bourgeoisie japonaise a su développer une industrie concentrée

qui lui assure une belle part sur le marché mondial pour un nombre important de produits (construction navale, appareils photographiques, transistors, textiles synthétiques, acier, etc.).

Mais, par de nombreux aspects, le Japon est encore un pays féodal. S'il a été le dernier pays à entrer dans le concert des puissances impérialistes, à la fin du siècle dernier, son économie, ainsi que les relations sociales, restent largement marquées par des traits moyennageux.

Pour ne prendre que l'exemple du niveau de vie de la classe ouvrière, il est possible de citer des chiffres qui ont de quoi laisser i veurs tous ceux qui se pâment d'admiration devant le « miracle ja-

En 1968, l'ouvrier ayant une instruction secondaire débutait à 320 F, et celui qui avait une instruction primaire à 253 F. Dans les grandes entreprises, celles où les salaires sont les moins misérables, la moyenne générale, pour un travailleur ayant huit années d'ancienneté, était en

1968 de 685 F par mois. Ajoutons, pour compléter le tableau, que les prestations sociales sont bien moins importantes qu'en France et que, surtout, il y a 20 millions de femmes salariées dont le re-venu est inférieur de 40 % à celui des hommes. C'est-à-dire qu'elles travaillent dans bien des cas, pour un salaire mensuel inférieur à 200 F.

Et ces salaires misérables prennent toute leur signification lorsqu'on sait que les prix ne sont pas sensiblement infé-rieurs à ceux qui existent dans un pays comme la France (1).

Ces quelques chiffres illustrent la situation de la classe ouvrière japonaise et l'exploitation sans vergogne dont elle est l'objet.

Et une chose est certaine, s'il y a un « miracle économique » au Japon, ce ne sont pas les travailleurs qui en bénéfi-

(1) Tous ces chiffres sont extraits du livre de Robert Guillain « Le Japon, troisième grand ».

Répression sanglante en Éthiopie

LE 28 décembre dernier, à Addis Abeba, capitale de l'Ethiopie, le président de l'Union des Etudiants, Tilahun Gizaw, était assassiné au sortir de chez lui, par des hommes embusqués dans une voiture. Il était élu à ce poste de président depuis seulement 3 semaines. Il faut dire qu'auparavant, il se trouvait dans les geôles du « Roi des Rois », Haïlé Sélassié, qu irègne sur le pays depuis 39 ans.

L'émotion soulevée parmi les étudiants éthiopiens a été considérable, puisque dès le lendemain l'université d'Addis Abeba se trouvait occupée par des milliers Il faut dire que le « Roi des Rois » du seul pays de tradition chrétienne d'Afrique, tout chrétien qu'il soit, ne se fatigue guère à prendre des gants en matière d'« ordre public ». La jeunesse, en particulier intellectuelle, en ayant de plus en plus assez de ce régime médiéval, 40 % des étu-diants d'Addis Abeba ont été congédiés l'an dernier en liaison avec l'agitation universitaire, les 60 % restant, boudent les cours. Certains ont été condamnés à 7 ans et demi de prison ferme. Le fils du ministre de la Justice luimême, s'est trouvé incarcéré. En 6 mois, 20 officiers supérieurs



L'armée du « Roi des Rois »

(photo UPI)

d'étudiants. Dans l'après-midi, des détachements de la police et de l'armée ouvraient le feu, et montaient à l'assaut de l'université. Bilan (officiel) : 3 morts et 5 blessés. A l'heure actuelle, l'Université et les écoles secondaires sont fermées sine die, « jusqu'à ce que la lumière soit faite sur les incidents ». Le communiqué officiel attribue d'ailleurs, sans perdre de temps à faire une enquête, la responsabilité de l'attentat à des « agitateurs qui tentent de créer une situation propre à perturber l'ordre public et ont été arrêtés pour avoir hésité à réprimer les étudiants. La prison d'Addis Abeba, avec 15 000 détenus, a le triste privilège d'être la première d'Afrique.

Lorsqu'on sait cela, on ne peut qu'avoir des doutes sur l'impartialité de l'enquête sur la mort de Tilahun Gizaw. Ce sont ces doutes - et même ces soupçons que les étudiants éthiopiens ont exprimés en refusant de rendre le corps de leur camarade, gardé à l'université pour autopsie. Pour les « convaincre », l'Empereur a utilisé le seul argument qu'il connaisse : son armée et sa police.

Populaire du Congo République du Congo

(Brazzaville) est devenue la République populaire du Cette transformation s'est faite

de la façon la plus pacifique, la plus officielle qui soit. C'est le chef de l'Etat, le commandant Mariem Ngouabi qui a annoncé lui-même la métamorphose, en ces termes : « Le Congo Brazza-ville entre aujourd'hui dans l'his-toire de la grande révolution prolétarienne mondiale »

Cette première déclaration était accompagnée d'autres mesures tout aussi symboliques ; c'est ainsi que le drapeau de la République populaire congolaise portera désormais une houe et un marteau ; c'est ainsi encore que l'hymne national sera remisé au profit de l'Internationale selon certaines sources, des Trois glorieuses (allusion aux journées qui marquèrent le renversement de Fulbert Youlou), selon d'autres informations. Quant aux institutions, elles subiront aussi des modifications qui vont toutes dans le sens d'un renforcement de l'autorité du parti sur l'Etat et même semble-t-il d'une identification du parti à l'Etat. La devise du parti (Parti congolais du travail) est « tout pour le peuple, rien que pour le peuple»; celle de la nouvelle République populaire du Congo se réduit à la formule « Travail, Démocratie, Paix ».

Voilà donc une déclaration d'Intention clairement áffirmée. A en juger d'après son vocabulaire marxisant, la nouvelle république populaire du Congo renouerait avec la tradition du communisme révolutionnaire.

Mais s'il est un domaine où le vocabulaire ne signifie rien par lui-même, c'est bien en politique. Le verbe y sert le plus souvent à camoufler l'action, à la travestir, et les devises ne servent qu'à décorer les édifices publics. Nous en savons quelque chose, nous qui voyons journellement au fron-

ton des mairies, voire des commissariats, le fameux tryptique de la révolution «Liberté, égalité, fraternité », nous, dont la célèbre déclaration des droits de l'homme et du citoyen a couvert tant de massacres, d'injustices de spolations en France - même et dans ce qui fut « nos » colonies.

La nouvelle République

Pour juger de la nouvelle république populaire du Congo, il faudra attendre les actes.

La nouvelle équipe est formellement au pouvoir depuis un an, depuis le coup d'Etat qui déposa Massemba Debat et transforma après épuration, le mouvement

National de la Révolution en Parti du travail congolais. Mais au cô-té de Ngouabi se trouvent, aujourd'hui, la plupart des hommes qui figuraient dans les anciennes institutions mises en place en 63 après le renversement de l'abbé Fulbert Youlou. Et depuis sept ans que cette équipe est au pouvoir, on attend encore les actes qui permettraient de juger de sa politique révolutionnaire tant au Congo lui-même que vis-à-vis de l'Afrique en général et, au-delà encore, vis-à-vis du prolétariat mondial dont Ngouabi vient pourtant de se réclamer.



(G. Pompidou, 1er Janvier 1970).

Le travail à mi-temps dans la fonction publique

E Conseil des Ministres a mis au point le 17 décembre, un projet de loi relatif au travail à mi-temps pour les fonctionnaires.

S'il est adopté par la Chambre, ce projet permettra aux mères de famille ayant à charge un ou plusieurs enfants de moins de douze ans, aux parents d'enfants atteints d'infirmités aux fonctionnaires victimes d'accidents ou à ceux dont le conjoint est atteint d'une maladie grave, de travailler à mi-temps pendant une durée de neuf ans au maximum, leur salaire, comme leurs prestations de Sécurité sociale en cas de maladie, sera évidemment réduit de moitié.

Le gouvernement espère, dit-il, que son exemple sera suivi et le travail à mi-temps accepté dans un certain nombre d'entreprises. Il s'agit de faire des « gestes » pour prouver à la population que le gouvernement fait des « lois sociales », et de ce point de vue, cette mesure va dans le même sens que l'actionnariat chez Renault.

Dans ce cas précis, la possibilité de travailler à mi-temps, pour des femmes « coincées » par leurs enfants, répond certainement aux souhaits de beaucoup d'entre elles.

Pourtant, ça ne coûte pas grand-chose au gouvernement!

Cela lui permettra d'employer des personnes qualifiées il faudra être fonctionnaire titulaire pour pouvoir travailler à mi-temps — qui ne travailleraient pas autrement. De plus, dans la mesure où le travailleur aura l'impression d'être un peu en marge (il s'agit d'un « salaire d'appoint », dit-on), on espère leur faire renoncer plus facilement à l'avancement ou aux augmentations de salaires.

De plus, un problème reste en suspens : le projet veut que le fonctionnaire à temps partiel ne soit ré-utilisé à plein temps dans la résidence où il exerçait « que sous réserve d'emplois à temps complets vacants ». Si cette clause demeure, le gouvernement aura trouvé le moyen de se débarrasser à bon compte de fonctionnaires qu'il juge superflus, quitte à laisser aux autres un surcroît de travail (n'oublions pas que le gouvernement vise, par « économie », à réduire le nombre de fonctionnaires un peu partout).

C'est cette clause, et le fait que l'administration réserve, dans les cas où la formule du travail à temps partiel existe déjà — P.T.T., hôpitaux, en particulier — aux travailleurs des emplois subalternes aux périodes de pointe, qui explique, à juste titre, les appréhensions des syndicats, de la C.G.T. en particulier. Une enquête de la S.E.M.A. - Le Monde du 23-12 - montre que dans le secteur privé également, les patrons tirent avantage du travail à temps partiel, principalement en faisant pression sur les salaires (par exemple, à la Télémécanique, il y a un an, le salaire d'une ouvrière de bobinage était de 980 F pour 40 heures et de 680 F seulement pour 30 heures), et en augmentant l'intensité du travail.

De toutes façons, même si le travail à temps partiel séduit les femmes qui, faute d'équipements collectifs, crèches, garderies, etc., capables de prendre en charge les enfants une partie de la journée, ont dû renoncer à travailler, cela ne résoud aucun des vrais problèmes, c'est-àdire justement le manque d'équipements collectifs et la durée du temps de travail.

Mais créer les uns, et réduire l'autre, voilà qui coûterait bien plus cher au gouvernement et aux capitalistes que d'instituer, bons princes, une loi sur le travail à mi-temps!

RHODIACETA (LYON) égalité

ES gens qui n'auront pas de problèmes pour passer à l'aise les fêtes de fin d'année, ce sont les dix personnes les mieux payées de Rhodiacéta.

Toutes ensemble, elles font, par an, 2.389.250 F, soit une moyenne mensuelle de près de 2 millions d'anciens francs pour chacune (chiffres donnés au C.C.E. de juin). Avec cela, il y a de quoi avoir une vie agréable.

Comme il n'y a pas de raison

que tout le monde ne profite pas des mêmes avantages, il faudrait étendre cette mesure et ce salaire à tout le personnel. Comme ça, il n'y aurait pas de jaloux.

Car, après tout, nous sommes sûrement aussi utiles à la « marche de l'entreprise » que ces dixlà. Alors, il ne reste plus qu'à nous payer comme eux!

> Extrait du bulletin « Lutte Ouvrière » de Rhodiacéta-UTL

ELF-RE (PARIS)

les syndicats jaunes à la botte de la direction

E procès-verbal de l'avant-dernière séance du Comité d'entreprise d'Elf-R.E. vient d'être diffusé massivement au personnel. Mesure insolite qui tient sans doute à ce que près de la moitié de ce procès-verbal est occupée par un exposé technique sur le prochain plan décennal (1970-1979) de l'entreprise : brillant morceau de bravoure que l'on devrait aux capacités économiques de la C.G.C. qui « rapportait ». En fait, cet exposé parle de « notre entreprise » en termes pas « participationnistes » (participation dont la C.G.C. se réclame) mais tout simplement patronaux.

Et il y a à ceci une raison simple, c'est qu'il n'est qu'un simple démarquage de documents de la direction : c'est ce que prouve, outre sa documentation (où les syndicats auraient-ils les documents nécessaires pour juger de la « précarité de la trésorerie d'Elf » ?), le fait qu'on y fait état de tableaux chiffrés, tableaux qu'on a oubliés de joindre au procès-verbal!

Mais laissons à la C.G.C. la responsabilité de sa collaboration intime avec la direction. Car il y

A la page 15 du procès-verbal en effet, à propos des travaux de la « Commission pour l'inventaire des problèmes de formation », le directeur déplore que la C.G.T. ait cru bon de semer la panique parmi le personnel de l'entreprise en annonçant 250 licenciements en cinq ans »; il dit « réprouver formellement de tels procédés ».

Un représentant C.G.C., le même que précédemment, prend aussitôt le relais en présentant au Comité d'entreprise une motion qui dit en substance :

La C.G.T. a affiché des renseignements qu'elle avait eus en commission à titre confidentiel (en fait, l'affiche était signée C.F.D.T.-C.G.T. car le représentant à la commission est commun au deux organisations syndicales; d'autre part, on remarquera que le directeur s'était bien gardé d'introduire cette notion de confidentiel). Elle a annoncé (la C.G.T., toujours) de manière tendancieuse

la suppression en cinq ans de 250 postes environ. Cette manœuvre a pour but de ruiner délibérément le moral du personnel (sic). En conséquence, les membres du C.E. décident de retirer au représentant C.F.D.T.-C.G.T. à la commission, le mandat qui lui avait été confié.

Un vote à bulletins secrets suit le dépôt de cette motion. Résultat : neuf personnes votent la motion; quatre la rejettent. Or, il y a huit représentants de C.G.C., F.O. et C.F.T.C. contre quatre de C.F.D.T. et C.G.T. Le patron a donc voté avec ses syndicats.

Cette manœuvre a au moins un mérite : sa clarté. Durant la récente affaire de violation des droits syndicaux (le secrétaire C.G.T. était expédié en Iran), les syndicats jaunes, déjà complices de la direction, s'étaient associés du bout des lèvres à la protestation animée par C.G.T. et C.F.D.T. Aux élections des délégués du personnel qui suivirent de peu, cela leur valut de perdre dans le collège employés - techniciens, 12,5 % de leurs voix au profit de la C.G.T. (7,5 %) et de la C.F.D.T. (5 %). La lecon qu'ils en tirent c'est : collusion accrue avec le patron. Gageons que cela n'accroîtra pas beaucoup leur popularité auprès du personnel!

Correspondant L.O.

MICHELIN (BOURGES)

"si j'étais patron

chaque ouvrier de chez Michelin est remis un petit livret Les suggestions chez Michelin » dans lequel on explique :

ce qu'est une suggestion; pourquoi chacun doit s'efforcer d'en faire;

comment trouver des suggestions. C'est très simple, il suffit de faire preuve de bonne volonté, d'esprit critique, d'être curieux et de se poser des questions :

A quoi sert le travail que je

Ne répondez surtout pas à augmenter les profits de mon patron, mais à diminuer le prix de revient des pneus; «Michelin doit toujours faire mieux et moins cher aurait-il encore un automobiliste qui ne s'en serait pas aperçu?

- Si j'étais patron dans mon coin?

Vous pensez peut-être « je ferais comme M. Michelin, c'est-à-dire rien, et j'en exploiterais des milliers d'autres ».

Non, vous n'y êtes pas.

Pour la direction, se conduire en patron, c'est travailler comme un ouvrier, avec un esprit d'économie. Comme si, avec leurs maigres salaires, les ouvriers pouvaient être autrement qu'écono-

Mais il ne s'agit pas de cela, seulement de s'efforcer de gagner du temps, d'éviter le gaspillage... en un mot, de pallier les carences de la direction

Que rapportent ces suggestions? En moyenne 15 F, le minimum étant de 5 F. Chez Michelin, même quand on prêche la « participation », on n'en oublie pas pour

autant d'être radin. Mais Michelin pense ainsi, il le dit lui-même, intéresser chacun à son travail, travail qui doit être fait «intelligemment» et sans «routine »... à la chaîne!

CITROEN (Paris)

Bercot le libéral

A semaine dernière, les petits amis de Thomas (1) distribuaient un tract sur « la révision des salaires ». En fait leur papier est une véritable profession de foi patronale. On peut y lire:

1° « Nous ne cherchons pas à créer des difficultés à l'entreprise. » On s'en serait douté. Ils sont plutôt prêts à servir Bercot qu'à lui créer des difficultés. Ils réservent celles-ci aux travailleurs qui combattent l'exploitation patronale.

2º Parlant des travailleurs qui quittent Citroën : « Ces hommes sont les moins revendicatifs, ce

sont parfois les meilleurs, » Vous avez bien lu, pour être un bon élément selon Bercot et le S.I.S.C., il ne faut pas revendiquer. Cela aussi, on s'en doutait, car tout le travail du S.I.S.C. consiste justement à faire la chasse à tout contestataire des méthodes Citroën.

3° Quant à l'opinion du S.I.S.C. sur l'entreprise, elle est bien entendu excellente.

« Notre entreprise... n'est pas dans la réalité pire que les autres. Citroën est parfois à la pointe du libéralisme. »

Il suffit bien sûr de s'entendre sur les termes. Si l'on ap-

pelle « patron libéral » un patron qui fait travailler 45 heures et plus ses ouvriers, qui impose des heures supplémentaires, des cadences infernales, des conditions de travail déplorables, un espionnage permanent aux tra-vailleurs, alors oui, on peut appeler Bercot un « patron libéral ». Bien que pour nous, la meilleure définition de Bercot soit : l'ennemi public n° 1, l'exploiteur nº 1. Bulletin édité par les travail-

leurs de Citroën XV°.

(1) Dirigeant du Syndicat indé pendant (S.I.S.C.).

Les conditions de travail

GÉVELOT (Issy-les-Moulineaux)

La situation des travailleurs marocains

'USINE Gévelot qui fabrique des munitions (guerre et chasse), a recruté au Maroc 70 travailleurs pour un contrat de six mois. Le chef du personnel est allé sur place pour leur faire miroiter les nombreux avantages qu'ils auraient à venir en France. Notamment il leur avait promis qu'ils seraient logés par deux dans des appartements confortables (gaz, salle de bain, eau chaude, etc.).

1.040 F PAR MOIS POUR DEUX CHAMBRES

Mais en arrivant, ils ont vite déchanté. En fait de logements « confortables », ils se sont retrouvés à Chavilly-Larue ou à Fresnes, non pas à la prison mais dans des foyers qui ne valent guère mieux. Les logements comptent trois pièces dont deux chambres à lits superposés. Dans ces deux chambres minuscules, ces travailleurs doivent s'entasser à huit (quatre par chambre) sans compter les puces et les punaises qu'ils ont trouvées en arrivant. Pièces mal chauffées, mal éclairées, sans gaz ni eau chaude.

Pour ces taudis, ils doivent payer 130 F par mois chacun, ce qui fait 1.040 F par appartement! Le règlement des foyers prévoit que la moitié du loyer doit être payée par l'employeur; mais ce règlement est délibérément ignoré par Gévelot. Pour comble, le chef du personnel a demandé aux Marocains de désinfecter eux-mêmes et de remettre en état ces logements à leurs propres frais.

CONTRAINTS A DEBRAYER POUR OBTENIR LA CARTE DE TRAVAIL

Depuis juillet, trois de ces camarades ont déjà été renvoyés, dont deux sans aucune indemnité. En fait la direction s'est débarrassée de ceux qui ne se laissaient pas marcher sur les pieds.

L'ensemble des Marocains, de même que tous les travailleurs émigrés de l'usine (qui constituent 50 % du personnel) doit subir les brimades des chefs, dont certains sont des militaires en retraite.

Le contrat spécifie qu'après cinq mois, ces travailleurs doivent recevoir une carte de travail. Mais en fait, il leur a fallu un débrayage d'une demi-heure pour que la direction remplisse les formalités nécessaires. Et encore treize d'entre eux n'ont pas reçu de récépissé, alors qu'il y ont droit puisqu'ils sont là depuis plus de cinq mois. La direction laisse entendre que certains n'auront pas de carte, ce qui signifie pour eux le retour au Maroc.

Mais ces camarades n'ont pas l'intention de se laisser faire. Déjà en août ils ont organisé eux-mêmes un débrayage pour protester contre les accusations d'un représentant de la direction. Celui-ci les avait publiquement traités de voleurs et de fainéants; le lendemain, il est venu leur présenter ses excuses. Et pendant la dernière grève chez Gévelot, le 13 novembre, les travailleurs marocains ont été parmi les plus combatifs.

Correspondant L.O.

(AULNAY-sous-BOIS)

DANS LA CITÉ DES 3000



(Photo L.O.)

"Joyeux Noël, heureuse et bonne année"

E n'est pas une blague! Les locataires de la « cité des 3.000 » à Aulnay ont eu la surprise de recevoir cette missive du « Logement Français », promoteur des 3.000 (cité où les patrons d'Aulnay placent leur 1 %).

«...Vous permettrez donc au LOGEMENT FRANÇAIS de ne pas manquer à ce bienheureux usage et de venir s'associer au bonheur de votre foyer, en vous souhaitant un très joyeux Noël, heureux prémices d'une année qui, avec la santé conservée, consacrera la réussite de vos projets.

Et veuillez croire que si votre appartement vous aide à goûter cette joie et à réaliser vos espérances, le LOGEMENT FRAN-ÇAIS ne pourra que s'en réjouir sans réserve. Comment ne pas vous remercier également, de la confiance

Comment ne pas vous remercier egalement, de la conflance et de l'estime que vous avez accordées aux représentants de notre Société, toujours soucieux, malgré les lourdes difficultés de leur gestion, de coopérer à votre épanouissement grâce à un ensemble aussi soigné et entretenu que possible, ainsi que de développer avec vous les relations les plus franches et les plus cordiales... »

Quand les locataires ont lu « ensemble soigné », ils n'ont pu s'empêcher de penser aux routes qui ne sont pas bétonnées et qui se transforment par temps de pluie en vrais bourbiers, aux tranchées encore existantes et qui constituent un certain

Bien sûr, les locataires des 3.000 sont déjà contents d'avoir un logement, mais comme dans beaucoup de cités de la région parisienne, ils doivent attendre plusieurs années avant de voir les aménagements terminés et ils pensent que le « Logement Français » aurait pu avoir le bon goût de garder pour lui son message de Noël.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Des discussions peu nourrissantes

A BNP, banque nationalisée, se veut dynamique et est très fière de ses nombreuses agences au service de la clientèle. Mais dans toutes ces agences, les employés (plusieurs dizaines de milliers) sont privés de cantine, alors que dans les Centraux fonctionnent des cantines et des selfs relativement convenables au prix de 2,40 F le ticket, les employés des agences doivent prendre leurs repas dans des restaurants. La direction leur vend des tickets, 3,20 F pour l'employé, plus cher pour les gradés selon leur classe, tickets dont le pouvoir d'achat est de 8 F.

Or, déjà, avant Mai 68, 8 F pour un repas c'était plus que juste et dans certains quartiers de Paris ou de banlieue nettement insuffisant. Depuis, le coût de la vie a augmenté.

Aussi, pour prendre un repas correct et ne pas se passer de boisson ou d'entrée ou de fromage, ou les deux à la fois, l'employé doit rajouter au moins deux ou trois francs par jour. Bien entendu, le dessert n'est jamais compris dans ce menu « économi-

De plus, une partie de la part

payée par la direction est mentionnée sur les feuilles de paye dans la rubrique « avantages en nature » et déclarés comme tels aux impôts.

Le mécontentement est donc grand chez ces employés et une pétition lancée par la C.G.T. à la rentrée a été signée massivement, sans d'ailleurs émouvoir la direction qui a opposé un refus catégorique à une augmentation de sa part. Certains directeurs d'agence, plus diplomates, en annonçant le refus, ont conseillé aux employés de trouver

des arguments capables de convaincre la direction, par exemple, de collecter des menus de tous les restaurants du quartier pour bien prouver que les prix avaient augmenté!

Et alors, le bruit a couru dans les agences qu'une d'entre eiles, sans savoir laquelle exactement, s'était mise en grève. Et les syndicats de s'agiter : la C.G.T. a organisé une espèce de référendum pour savoir combien d'employés par agence voulaient arrêter le travail. La C.F.D.T. recommandait à chacune de décider elle-même des formes d'action à mener.

Une dizaine d'agences, isolément, ont arrêté le travail une demi-heure, d'autres ont fait une grève plus dure, n'envoyant pas leur journée comptable au siège. Elles ont eu droit à des félicitations de la C.G.T.

Où en est l'affaire ? C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont demandé une entrevue à la direction pour une « discussion plus approfondie. »

MINES

A un poil près

N article récemment paru dans ce même journal s'élevait contre l'insécurité du travail des mineurs, et apportait à l'appui toute une liste de drames.

Il s'en est fallu de peu qu'elle ne s'allonge encore : le câble qui soutient la cage de la fosse Dechy ne tenait plus que par quelques brins.

Le lundi matin, 15 décembre, la cage est montée et descendue, transportant souvent 50 mineurs à la fois, à 700 ou 800 mètres de profondeur. Ce n'est que dans la matinée que l'encageur s'est aperçu du danger, alors que le câble devrait être vérifié toutes les nuits.

Le poste de l'après-midi s'est ainsi trouvé mis en chômage technique, c'est-à-dire non payé, ou pour ceux qui ont encore des jours de congé, pris sur ce temps.

des jours de congé, pris sur ce temps.

Beaucoup d'autres du poste du matin ont dû remonter par un autre puits distant de 5 kilomètres, arrivant ainsi avec deux heures de retard chez eux.

Ce n'est donc pas une exagération de dire que la vie des mineurs ne tient parfois qu'à un fil, et ceci montre bien que si des catastrophes sont évitées, il s'en prépare continuellement de nouvelles, vu l'inapplication des règles élémentaires de sécurité.

Et de plus, comme d'habitude, c'est à l'ouvrier que l'on fait supporter les frais de l'anarchie capitaliste.

QUELQUES ASPECTS DE

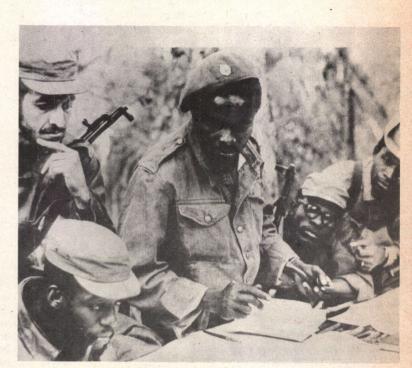
EN ANGOLA:

Le Portugal accentue la terreur

E président de la République du Portugal déclarait récemment, dans le cadre de la préparation du budget pour 1970, qu'un effort particulier serait fait en direction des « territoires d'outre-mer », le gouvernement ayant pris la ferme résolution d'y « poursuivre sa politique de développement économique et social ». On sait en effet que dès à présent, le gouvernement a prévu une augmentation du budget déjà très important consacré à la lutte contre les mouvements d'indépendance nationale. L'Angola, le Mozambique, la Guinée dite portugaise et les îles du Cap Vert

Quant à « poursuivre le développement économique et social » de ces régions, rappelons par exemple qu'il y a en Angola, colonie portugaise depuis plus de quatre siècles, 99 % d'analphabètes, une mortalité infantile de 60 %, que le système de travail forcé est généralisé, aussi bien en ce qui concerne les entreprises d'Etat que sur les plantations et dans les industries et les mines. La misère, la terreur systématique exercée par la police politique, la P.I.D.E., a souvent conduit la population angolaise à se révolter contre les colons portugais.

Depuis 1961, le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.) lutte, avec des chances diverses, contre les forces portugaises, sur un programme d'indépendance nationale et de réformes démocratiques (libertés de presse, de réunion, de conscience, la terre à ceux qui la travaillent, abolition du travail forcé et droit d'association pour les travailleurs). Le mouvement a considérablement gagné depuis 1968, et le M.P.L.A. contrôle actuellement le sud-est du pays et la région avoisinant la capitale, Luanda. Les maquisards qui ne disposent que d'un armement de fortune, ont à affronter près de 100.000 soldats portugais, plus la police politique et les milices d'auto-défense constituées de mercenaires. Il faut dire que la dictature portugaise met un acharnement tout particulier à maintenir sa nomination dans cette région. 43 % du budget total du pays est en effet consacré à la lutte contre les maquisards; et depuis le début des hostilités, on peut estimer à plus de 500.000 le nombre d'Angolais tués au cours de combats, disparus à la faveur d'un séjour en prison ou tout simplement abattus par les agents de la police politique. Des villages entiers ont été massacrés, ou regroupés dans des « zones stratégiques ».



Un état-major militaire du M.P.L.A. (U.P.I.).

Au Portugal, nombreux sont les jeunes qui, refusant de partir pour l'Angola et de cautionner la sale guerre que la dictature portugaise y mène, passent clandestinement la frontière.

Ils n'ont généralement pas d'autre solution en face de la toute puissance P.I.D.E. A l'inté-

rieur du pays toute forme d'opposition à la dictature est traquée, mise dans l'impossibilité de s'exprimer. Mais la répression qui s'abat sur elle depuis plus de quarante ans n'a pas réussi à la faire taire tout à fait, et les massacres perpétrés en Angola n'ont pas désarmé les maquisards.



Des guerilleros angolais traversent une rivière (U.P.I.).

AU MALI:

La misère, les militaires... et la répression

A section de Bordeaux de l'Association des Etudiants et Stagiaires Maliens en France (A.E.S.M.F.) nous a fait parvenir un long document sur la situation au Mali, un an après la prise du pouvoir par les militaires. Nous en publions ici les extraits les plus significatifs.

« Il y aura bientôt un an qu'un coup d'Etat balayait le régime anti-populaire de Modibo Keīta et portait au pouvoir la fraction politique la plus conséquente dans son inféodation à l'impérialisme international, français en particulier.

..

« Les prix de tous les produits de première nécessité ont augmenté. Le riz de 30 % au moins. La plus basse qualité de riz est passée de 44 francs maliens à 65 francs maliens et la meilleure qualité de 75 francs maliens à 105 francs maliens. Le mil est passé de 28 francs maliens à 60 francs maliens le kg. Mais ce qui inquiète le plus les travailleurs de notre pays, c'est la série de renvois massifs d'ouvriers qui vient d'être amorcée. En effet, conséquents avec eux-mêmes, les hommes de main du néo-colonialisme français ont commencé la politique dite de réorganisation, sinon de démolition, du secteur d'Etat, conformément aux clauses des accords franco-modibistes. La SONETRA (Société Nationale de Travaux), à elle seule, a déjà mis à la porte près de 300 ouvriers.

« L'avenir est, d'autant plus sombre qu'on est pratiquement dépourvu de moyens d'exprimer ses points de vue sur la situation. En effet, les libertés démocratiques promises au peuple sont depuis bafouées. Les partis politiques et les associations sont interdits. Si les exploiteurs savourent cette relative soumission qui leur permet de mieux exploiter les populations, nous constatons que la majorité des travailleurs n'entendent pas subir docilement le néo-colonialisme, la hausse du coût de la vie,

le renvoi massif des travailleurs et l'arrogance des exploiteurs.

« Compte tenu de la situation économique désastreuse, la situation sociale des travailleurs maliens ne peut être que désastreuse. Outre la famine, des épidémies de méningite, de grippe et de variole accablent la couche populaire du Mali. Au lieu de s'attaquer résolument à ces problèmes qui traumatisent notre peuple, les trouffions coloniaux, jusqu'au mois d'avril, continuaient de sillonner le pays pour expliquer les raisons du coup d'Etat.

En mars 1969, eut lieu une grève des scolaires maliens.

..

« Cette grève fut déclenchée à l'Ecole Normale Secondaire et tous les établissements scolaires de la capitale se joignirent au mouvement. Le pouvoir trouvait dans ces événements le prétexte à une violente répression contre les élèves, les enseignants et les syndicalistes patriotes.

A ce jour, les arrestations sont les suivantes: Abderrahmane Baba Touré, directeur de l'E.N. sup., Bernard Cissoko, professeur à l'E.N. sup., Mamadou Doucoure, professeur à l'E.N. d'ingénieurs, Bamba Kadari, directeur de l'Usine des Allumet tes, Oumar Yattara, contrôleur des P.T.T., Zantigui Mangara, étudiant à l'E.N. sup. Ogogniangaby Monbem, ingénieur à la SONA-REM.

Cette liste prouve, si besoin en était, qu'au-delà de la grève des scolaires, le pouvoir cherchait à abattre sa répression sur un certain nombre d'intellectuels intègres, patriotes sincères qui cherchent une solution aux problèmes du pays.

« Que reproche-t-on à ces intellectuels maintenus dans les cachots depuis bientôt six mois? (...) Les chefs d'inculpation varient en fonction de la personnalité du régime qui parle:

— Constitution illégale d'association : — Diffamation contre le comité militaire ;

— Incitation du peuple à la révolte.

« Les détenus reconnaissent leur appartenance à une organisation politique : le P.M.T., Parti-Malien du Travail. Mais ce parti, disent-ils, existait déjà avant le coup d'Etat.

..

« Au Mali aujourd'hui, il est vrai, pour reprendre les termes de Me Demba Diallo, dans son fracassant article paru dans « L'Essor », organe du Comité militaire, et contre les sept détenus, « le citoyen moyen ne doit pas faire de politique ». Mais Me Demba Diallo, ses compères et leurs maîtres se font des illusions s'ils pensent que le peuble malien attendra sage ment les bras croisés qu'on lui suce le sang. Les travailleurs maliens, forts de l'expérience du régime honni de Modibo Keïta, ne laisseront à personne d'autre le droit de défendre leurs inté-

L'AFRIQUE OPPRIMÉE

AU TCHAD:

La farce électorale sous la protection des mitraillettes



Tombalbaye le sanguinaire.

A U Tchad, le parti unique de Tombalbaye, le P.P.T. R.D.A., avait une nouvelle fois remporté un « succès électoral écrasant » avec 99,69 % des voix. La guerre civile qui se déroule actuellement n'a donc même pas modifié la façon dont sont organisées les élections d'habitude, ni les résultats. Déjà

en 1963, le P.P.T.-R.D.A. avait obtenu 99,8 % des voix.

D'autre part la participation électorale est particulièrement forte : elle atteint environ 95 % des électeurs inscrits, que ce soit cette année ou en 1963.

Il est vrai que la police contribue activement à accroître la participation électorale. A Fort-Lamy par exemple, la police rafle les gens dans la rue pour leur imposer leur « devoir » électoral. Et pour faire bonne mesure, certains doivent passer à plusieurs reprises devant les urne. On a vu des gamins qui n'avaient même pas l'âge requis voter et revoter ainsi une dizaine de fois.

Il faut dire que Tombalbaye n'est pas l'inventeur du truquage en matière d'élections. Point n'était besoin de remonter à Mussolini ou à Staline, car la France a fourni un très bon modèle. Durant la guerre d'Algérie l'armée française utilisait fréquemment les camions militaires pour transporter les Algériens devant les urnes, et les contraignait à voter « Algérie française ». Et à La Réunion par exemple la fraude électorale est couramment utilisée par le colonialisme français.

Mais en n'assurant même pas le minimum de démocratie électorale traditionnelle des régimes parlementaires, Tombalbaye confirme bien que les opposants n'ont pas d'autre ressource que la révolte armée. Et ce ne seront pas les bulletins de vote qui pourront chasser Tombalbaye, mais les armes...

AFRIQUE DU SUD

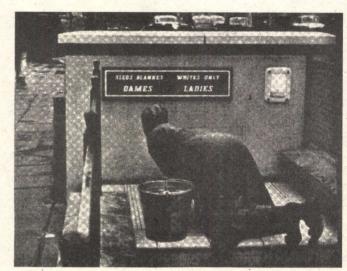
Les inconvénients de l' « Apartheid »

L' « apartheid », cette ségrégation totale par laquelle la minorité blanche d'Afrique du Sud impose sa dictature à la majorité noire, n'a pas que des avantages pour les Blancs.

Ainsi le gouvernement s'est toujours refusé à introduire la télévision dans le pays. Il y a pourtant un marché potentiel important pour la vente des postes, et un réseau de télévision y serait aussi rentable qu'ailleurs.

Mais, comme dans la plupart des pays, il faudrait importer la majeure partie des programmes de l'étranger. Et des films ou des émissions qui ne posent pas de problèmes particuliers dans le reste du monde, se heurteraient lci à la barrière du racisme. Il faudrait en effet prévoir des programmes séparés pour les Blancs, les Africains, et pour la minorité indienne. Et la plupart des émissions étrangères montrent, selon un ministre sud-africain, l'homme blanc sous un jour défavorable, influencé par le « communisme et le gauchisme ».

Aussi les Blancs d'Afrique du Sud qui n'ont pu, malgré leur amertume, assister aux exploits d' « Apollo » entre autres, devront continuer à se passer de télévision. L'apartheid vaut bien quelques petits sacrifices.



Où va se nicher l'Apartheid : toilettes séparées pour noires et blanches.

A LA RÉUNION :

Debré, un des élus (si l'on peut dire), de la Réunion.

Votez, les truquages font le reste

ES élections cantonales et municipales se sont déroulées récemment à Saint-André-de-la-Réunion. Les candidats UDR ont été élus. Tel est le banal entrefilet que certains ont pu lire dans les journaux.

Mais quand on pose la question : pourquoi des élections actuellement à la Réunion, et qu'on regarde d'un peu plus près les résultats, on découvre bien des choses significatives.

Ces élections remplacent celles de décembre 67, annulées par le Conseil d'Etat en raison de « violences et irrégularités ».

En effet, un militant communiste, infirme de 54 ans, avait été tué devant un bureau de vote par les nervis du candidat indépendant soutenu par l'U.D.R. sous les yeux de la police qui avait assisté à l'assassinat sans intervenir. Au début, les autorités nièrent qu'il y ait eu un mort, puis furent obligées de le reconnaître.

La fraude et l'intimidation sont les moyens utilisés à chaque élection à la Réunion. Et les hommes de main engagés pendant la campagne par le candidat officiel n'hésitent pas à tuer à l'occasion. Un témoin que l'on ne peut pas accuser de « gauchisme », le père Cardonnel, de retour d'un voyage à la Réunion, dénonçait au Nouvel Observateur les faits suivants :

« Les Corses sont des enfants de chœur auprès des policiers de la Réunion : ils sont assez mesurés pour ne faire voter que les morts d'une génération ; à la Réunion, on provoque une prodigieuse résurrection électorale. On fait parler des morts très anciens pendant que sont matraqués les vivants qui ne donnent pas leur voix au candidat officiel en l'occurence M. Michel Debré. Des « citoyens honorables » votent plus de 25 fois pour « barrer la route au communisme ». Un con-

seiller général a reçu même de ses amis politiques, le nom de « quatre pattes » parce que, après une panne d'électricité, on l'a découvert dans cette position, bourrant l'urne électorale. Le maire de l'une des villes les plus importantes se voit gratifier du nom de « trois-six » en raison du « 3 » dont il a fait précéder le nombre de 600 voix, insuffisant pour qu'il soit élu. » (Le Nouvel Observateur du 27-10-69).

Par ailleurs, Jean-Claude Leloutre, dans un livre publié en 1968 chez Maspéro « La Réunion, département français », écrivait :

« Cette merveilleuse terre de liberté révèle son vraie visage au moment des élections... »

« ... L'île prend un aspect de guerre. Les gendarmes de renfort arrivent par avions quotidiens, appuyés par des C.R.S., les parachutistes basés à Tananarive, les légionnaires de Djibouti et de Diego-Suarez. La caserne est rapidement trop petite. Des tentes se dressent dans toutes les cours de gendarmerie qui prennent l'aspect de cantonnements. Des ca-

mions de guerriers en tenue de combat, des chenillettes et automitrailleuses, sillonnent l'île dans tous les sens.»

Rien d'étonnant à ce que le candidat officiel soit en fin de compte élu!

Mais les abstentions sont de plus en plus massives : 1 électeur sur 4 a été voter à Saint-André. C'est la réponse de la population à la mascarade gouvernementale. Les Réunionnais se manifestent par des moyens bien plus efficaces. A l'annonce des résultats du référendum d'avril 69 et du départ de de Gaulle, la grève générale éclatait (alors qu'il y avait eu 91,5 % de OUI d'après les résultats officiels... mais 40 % d'abstentions à l'appel du P.C. Réunionnais).

Les jours de l'impérialisme français en Réunion sont comptés. Michel Debré peut discourir sur son « avenir de département français » et masquer la réalité, par des résultats électoraux tronqués. La population réunionnaise lui fera bientôt sentir ce qu'il est réellement.

Concentrations et licenciements

Fusion C.D.C. - Schlumberger

E mercredi 10 décembre, les membres du comité d'établissement de la CdC (Compagnie des compteurs dont l'usine principale se trouve à Montrouge) étaient convoqués, pour une com-

action Schlumberger (cotée à 600 F), cela avec l'accord de la banque de Paris et des Pays-Bas qui détenait 20 % des actions de la CdC, et du gouvernement.

Les chiffres d'affaires



Travailleurs de la C.D.C. : leur défense ne passe pas par celle du capital national.

munication très importante de la Direction, à une réunion extraordinaire du C.C.E. (Comité Central d'Entreprise), pour le lendemain soir à 17 h 30. Les délégués de province étaient, eux aussi, convoqués.

Le soir, les journaux annonçaient que la cotation des titres de la CdC était suspendue pour une semaine. Des bruits couraient qu'une OPA (offre publique d'achat) ou qu'une OPE (offre publique d'échange) était faite sur la CdC par la Schlumberger.

Le jour suivant, la presse informait que la Schlumberger, entreprise a méricain e travaillant dans les pétroles et l'électronique, proposait l'échange de 2 actions CdC (cotée à 235 F) contre une des deux entreprises étant respectivement de 2 milliards de F pour la Schlumberger et de 1 milliard de F pour la CdC. Les bénéfices et les Capitaux Schlumberger étant 10 fois supérieurs à ceux de la CdC.

A l'occasion de ce C.C.E. extraordinaire, le P.D.G. en personne, M. Doumenc, avait cru bon de se déplacer pour « informer » de ce que tout un chacun avait ru lire dans son quotidien habituel. Il se confondit en excuses, n'ayant pu, malgré la meilleure volonté du monde, réunir le C.C.E. plus tôt, tout s'étant décidé en quelques jours! Il semble regretter vivement que l'on ne puisse se livrer à des tractations secrètes sans que la presse s'en mêle. C'est sans doute pour cela qu'il avait dû prendre les devants et publier avec la Schlumberger, un communiqué paru le matin même dans Les Echos.

Si, par hasard, quelqu'un n'avait pas lu la presse, pas écouté la radio, une « Information C.D.C. » de la direction reproduisant le communiqué de presse fut même affichée aux panneaux d'affichage, comme à l'usine de Massy.

On peut dire que les membres du C.C.E. était là en connaissance de cause.

Le P.D.G. qui, à l'occasion, était devenu « votre humble serviteur » entreprit donc d'un ton très patelin, de conter par le menu, comment, pour « éviter de casser une grande famille », il en a été arrivé à traiter avec Schlumberger.

Tout en s'efforçant de faire partager ses problèmes à l'assistance, il n'hésite pas à se mettre à la place de chacun pour mieux le comprendre. Il ne ménagea pas ses assurances quant à l'avenir serein que ne manquerait pas d'apporter cette fusion Schlumberger-C.D.C.

La C.G.T., combien soucieuse de « l'indépendance nationale », s'insurgea contre la main-mise des capitaux américains sur la Compagnie. Elle déclara :

« L'accord Schlumberger fait suite aux tractations Westinghouse, à l'affaire Bull. Elle ne peut que porter préjudice à l'intérêt national. »

Les organisations syndicales quittaient le C.C.E., n'ayant rien appris d'autre que le personnel ne savait déjà par les diverses informations, de la direction et de la presse.

La discussion allait bon train dans les ateliers, certains se voyaient déjà avec des salaires « d'Américains » et chacun de plaisanter sur la nouvelle direction

Cependant chacun était conscient qu'il faudrait peut-être se battre bientôt pour l'emploi. Les travailleurs n'entendent pas faire les frais de cette fusion.

Correspondant L.O.

A MONTSOURIS (Gazan)

Face à la liquidation de l'entreprise, les travailleurs sont livrés à eux-mêmes

ES éditions de MONTSOURIS possèdent des locaux administratifs et un atelier de composition à GAZAN, et deux imprimeries à MASSY et à CHATELAUDREN (Côte-du-Nord). Les journaux édités sont L'ECHO DE LA MODE, MON OUVRAGE MADAME, RUSTICA, LISETTE (fusion avec NADE: 50 % BAYARD - 50 % MONTSOURIS), des collections (JE VEUX) et quelques ouvrages (Guide de la correspondance, etc.).

Pendant le deuxième semestre de 1968, le démantèlement de la société a commencé par la Vente de tout le département patrons-pochettes à une société filiale de HACHETTE. Ce secteur, qui comprenait une centaine de personnes, a été liquidé sans qu'aucun syndicat n'ait bougé.

Au mois de JUILLET dernier, le PDG annonça, aux délégués du CE réunis, la Cession des 3 titres ECHO DE LA MODE. RUSTICA, MON OUVRAGE MADAME. Et quelques mois plus tard, BEYTOUT le PDG concluait la liquidation de l'entreprise par la Vente des terrains. Cette liquidation touchait plus de 400 employés et ouvriers.

Dans quelle situation se trouvent les travailleurs?

117 personnes sont purement et simplement licen-

58 sont reclassées dans le groupe UNIDE qui a racheté ECHO DE LA MODE et MON OUVRAGE MADAME, et chez DARGAUD qui, lui, a racheté RUSTICA.

10 personnes sont transférées à MASSY.

217 personnes sont conservées à GAZAN après le 1er janvier 1970 et doivent être licenciées progressivement (date limite JUIN 1970), parmi lesquelles les travailleurs de la composition.

Ceux qui sont reclassés à MASSY, le sont uniquement en fonction de la proximité de leur lieu d'habitation par rapport à la ligne de SCEAUX, et ils n'ont pu « choisir » qu'entre le reclassement et la démission (à ce jour, ils n'ont pas encore reçu confirmation).

Ceux qui sont conservés à Gazan ne savent s'ils seront licenciés ou reclassés, ni quand. Une partie de la composition serait reclassée à Massy, mais nul ne sait dans quelles conditions.

Enfin un petit nombre de travailleurs est repris par la NOUVELLE SOCIETE.

De ce fait, une partie de ceux qui sont sur la liste de licenciements espère l'annulation de leur lettre, tandis que certains qui étaient conservés jusqu'à JUIN 1970 (ou reclassés à MASSY) ne se faisaient aucune illusion sur MONTSOURIS, ont fui la boîte.

Dans cet état de choses, que font les syndicats?

La CGT, en guise de baroud d'honneur, a appelé les travailleurs à débrayer une heure, il y a près d'un mois et demi, et l'on a vu le délégué syndical proposer à l'assemblée du personnel ses propres critères de licenciements, demandant que ceux qui avaient peu d'ancienneté à MASSY soient licenciés au profit de ceux qui avaient une ancienneté supérieure à GAZAN. La seule « lutte » qu'elle mène est une procédure juridique sur le non-respect des textes (accords paritaires de FEVRIER 1969) sur la garantie de l'emploi et le rôle du CE.

La CFDT n'a pas daigné, en fait, s'associer à la grève, même si, verbalement, elle a pris une position favorable. La CFDT « concentre ses efforts » sur une augmentation

des indemnités-licenciements.

Tous les syndicats et la CGT ne se battent pas sur les licenciements, mais ils « protestent » sur le manque d'information du personnel, semblant considérer comme un fait acquis la liquidation du personnel, et ce depuis plus d'un an.

L'atmosphère dans l'entreprise est donc au fatalisme et à la crainte, et chacun semble se résigner aux conséquences de la liquidation de MONTSOURIS.

Correspondant L.O.

AUX NOUVELLES GALERIES (Quimper)

64 licenciements

E mardi 9, la direction des magasins « Nouvelles Galeries » de Quimper annonçait au comité d'entreprise son intention de licencier 64 des 113 employés qui forment son personnel. Cette décision fait suite à l'implantation à la périphérie de la ville, d'un «Rallye», magasin dont la surface de vente est beaucoup plus étendue et les prix moins élevés.

Les impératifs de la concurrence nécessitent, selon la direction, une restructuration du magasin, dont la première conséquence est la suppression de plusieurs rayons (nouveautés, meubles, électro-ménager); d'où une inévitable compression du personnel. Interrogée sur l'importance des effectifs après restructuration, et sur la possibilité de réembaucher du personnel, elle a précisé que sa seule ambition serait de la maintenir au niveau atteint après le licenciement, et que cet objectif serait déjà difficile à réaliser. En d'autres termes, les employés maintenus risqueront d'un jour à l'autre de se retrouver eux aussi sur le pavé.

Alors que les dirigeants syndicaux « protestent » auprès du maire de Quimper et du préfet du Finistère, organisent des « tables rondes » avec ces dignes représentants de la légalité bourgeoise, et « envisagent » un ras-

semblement (mais pour quand?) sur le plan local, le problème de l'emploi continue de se poser de manière brûlante dans notre région. Dans le commerce d'abord, où l'implantation accélérée d'hyper-magasins entraîne la disparition de concurrents moins bien placés et le licenciement du personnel qu'ils emploient. Dans le bâtiment également où le manque de crédit se fait sentir cruellement, non pas pour les gros entrepreneurs qui ont de quoi « voir venir », mais pour les ouvriers dont ils doivent se débarrasser pour maintenir leurs

Mais ce n'est certainement pas au cours de « tables rondes » ou de « colloques » qu'une solution satisfaisante pourra être apportée à une telle situation.

SUD-AVIATION (Toulouse)

Après quatre semaines de grève

L y a maintenant plus d'un mois, les travailleurs machinistes commençaient une grève illimitée, et les autres horaires, une grève tournante. Tout au long de ces quatre semaines, sous l'impulsion des machinistes, la combativité des grévistes s'est manifestée sous différentes formes, et prenait parfois un caractère explosif (occupation du bureau du directeur, deux fois de suite).

Après avoir accordé quelques miettes (6 centimes pour les plus favorisés, qui sont les P3, alors que la parité des salaires revendiquée avec Marignanne nécessitait un relèvement des salaires de 40 à 60 centimes de l'heure) le P.D.G. Ziegler, devant le refus catégorique des grévistes d'accepter ces conditions, devait passer les pleins

pouvoirs à Dufour, directeur régional. Dans le même sens que Ziegler, Dufour devait à son tour lâcher quelques bribes, mais de manière à servir au mieux ses intérêts, c'est-à-dire en essayant de favoriser la division parmi les grévistes:

— 40 à 50 centimes pour les P3 (qui sont la minorité);

— entre 15 et 20 centimes pour les P2;

— et... de 0 à 10 centimes pour les P1, qui forment avec les P2 la majorité, sans parler des OS.

Si Dufour n'a pas craint de donner cette aumône, c'est en grande partie à cause de l'isolement des machinistes, isolement qui est le fait des directions syndicales, lesquelles ont mis tout en œuvre, depuis le début du mouvement, pour limiter l'action des autres horaires au niveau d'une grève tournante.

Et actuellement, la lutte des machinistes est en train de pourrir sur pied, passant de grève illimitée en grève tour-

En effet, il est probable que mercredi 24 décembre, les machinistes se joindront au mouvement des autres horaires. Là encore, toutes les précautions ont été prises par les syndicats: un délégué devait proclamer, lors d'une réunion du comité central de grève (composé essentiellement de délégués du personnel), que les machinistes devront désormais se soumettre aux décisions de ce même comité, et nop plus obéir aux décisions prises jusqu'alors par le comité de grève qui, lui, est composé de camarades de travail machinistes élus par atelier... Si les syndicats réagissent de cette manière, c'est qu'ils craignent sans nul doute qu'un bon nombre de machinistes n'ait choisi cette solution qu'à contre-

Même si les revendications des machinistes sont loin d'être satisfaites, cette grève illimitée



est une demi-victoire. En effet, grâce à l'impulsion des machinistes, les autres horaires ont débrayé. Et malgré l'intransigeance de la direction, celle-ci a été obligée d'amorcer un recul. D'autre part, la forme qu'a pris

l'organisation de cette grève, notamment par l'élection d'un comité de grève, indépendant des syndicats, fera date à Sud-Aviation, et ne manquera certainement pas de prendre valeur d'exemple pour les luttes à venir

S. N. E. C. M. A. (Corbeil)

Des élections qui sanctionnent l'étouffement de la lutte

NOUS avons relaté dans nos précédents numéros, la lutte qu'avaient entamée contre les licenciements, les travailleurs de la S.N.E.C.M.A.

De multiples arrêts de travail, accompagnés de nombreuses manifestations, tant à Paris qu'à Corbeil ou à Villaroche, ont attesté au cours des semaines, la volonté de lutte des travail-

Dans cette lutte, les centres de Villaroche et de Corbeil, les plus touchés par les mesures de licenciements, devaient être les plus actifs. Mais pour importantes qu'avaient été les réactions des travailleurs face aux projets de licenciements direction gouvernement, la riposte ne fut jamais de nature à inquiéter sérieusement ceux-ci.



Une manifestation sans suite.

Nous savions et nous avions dit à maintes reprises que seule une grève générale illimitée de tous les centres de la SNECMA serait à même, dans le contexte social et politique d'alors, d'inquiéter le gouvernement qui risquait de se trouver, à brève échéance en façe de nombreux mouvements grévistes durs.

Cette situation, le gouvernement ne voulait pas la risquer. C'est pourquoi cette forme de lutte était bien notre seule carte efficace. Mais, c'est précisément cette carte que se sont refusé à jouer les organisations syndicales de la SNECMA et, en particulier, la CGT réticente à tout
mouvement sérieux, qui s'opposa
de toute sa force à un mouvement puissant. Pourtant, tour à
tour, les cadres de l'ancienne
usine Hispano (maintenant intégrée dans le groupe SNECMA)
puis les travailleurs de Villaroche se sont mis en grève, mais
restant isolés ils ont repris le
travail après trois ou quatre
jours.

La sanction de cette attitude est intervenue début décembre

où soixante et un travailleurs du centre de Corbeil ont bel et blen été licenciés. Le 15 décembre, les travailleurs mis en pré-retraite, avec 80 à 85 % des ressources, quittaient l'entreprise, sans qu'aucune protestation ait lieu à ces échéances. Il est vrai que les travailleurs étaient démobilisés depuis une semaine, les organisations syndicales discutaient, cas; par cas, avec l'inspecteur du Travail.

Ce verdict des travailleurs se manifesta au cours des élections de délégués du personnel qui avaient lieu au centre de Corbeil le 4 décembre.

L'échec de la lutte allait donc comme il est logique retomber sur les organisations syndicales les plus représentatives et, en premier lieu, sur la CGT puis la CFDT. Quant à F.O., l'organisation la moins en vue dans la lutte, la plus favorable au dialogue, celle-ci devait augmenter considérablement ses voix.

La CGT perdait 7,5 % des voix

La CFDT perdait 2,5 % des voix et 2 sièges.

F.O., qui n'avait aucun siège, auparavant, en gagnait trois avec un gain de plus de 10 % des voix.

D'aucuns se sont empressés de tirer du résultat de ces élections une analyse bien peu sérieuse

« Ces élections sont la preuve de la non-combativité des travailleurs et démontre combien étaient irresponsables les propositions de grève illimitée avec occupation de l'usine ».

Si cette analyse a l'avantage de cadrer avec la politique menée par la CGT, elle nous semble, quant à nous, dénuée de fondement et hors contexte.

En effet, personne ne peut nier la relation entre la lutte menée à la SNECMA et les élections survenant immédiatement. Nul doute que si les travailleurs de la SNECMA avaient été victorieux, les organisations syndicalles responsables de l'organisation de cette lutte en auraient été les premiers bénéficiaires.

Cela n'a pas été le cas. Il est apparu à nombre de travailleurs qu'ils avaient fait la grève (et perdu de l'argent) pour peu de résultat. Cet échec, c'est évidemment à la C.G.T. et à la C.F.D.T., les deux organisations les plus représentatives, que les travailleurs en font porter la responsabilité. F.O. n'avait pas une attitude plus combative, au contraire. Mais elle a eu l'avantage, étant très minoritaire, de n'apparaître en rien responsable de cet

Ceci explique les pertes de

Nul doute que si les travailleurs voix de la C.G.T., de la C.F.D.T. de la SNECMA avaient été victo- et le gain de F.O.

Et les abstentions et bulletins blancs, plus nombreux qu'à l'habitude, attestent du mécontentement de nombreux travailleurs face à l'attitude hésitante des directions syndicales.

Une page est donc tournée. Les bruits d'une seconde charrette de licenciements persistent aujourd'hui à la SNECMA. La lutte que les travailleurs n'ont pas menée aujourd'hui, il leur faudra peut-être la mener demain.

Souhaitons seulement que le contexte social et politique dans lequel il leur faudra mener cette lutte soit aussi favorable qu'il l'était hier.

Correspondant L.O.

A.P.C. - O.N.I.A. (Toulouse)

Vers l'acceptation des licenciements par les syndicats

C'EST la question que l'on peut se poser au regard des événements de ces jours derniers à l'A.P.C. Les dernières propositions de la direction sont les suivantes:

— 235 mutations en deux ans, volontaires jusqu'au 28 février 1970, obligatoires sous peine de licenciements, après cette date;

— 240 départs obligatoires à la retraite à 60 ans en 1970, et 100 en 1971.

— 70 contractuels licenciés dans le premier trimestre 1970 (contractuels qui travaillent parfois depuis près de quinze ans à l'usine).

Par ailleurs, la direction prévoit 110 abandons d'emplois par démissions ou décès entre 1970 et 1971.

Devant ce projet, les syndicats attendent toujours la table ronde promise par Chaban-Delmas pour une date non encore fixée, ils affirment que d'ici là il n'y aura pas de licenciements. Or ceci est faux puisque déjà vingt-deux ouvriers contractuels ont été licenciés le mois dernier. D'autre part, deux ateliers ont arrêté leur fabrication.

Au cours de la dernière assemblée générale, l'idée d'une grève pour faire plier la direction revenait souvent dans les discussions entre ouvriers, mais jamais dans les discours syndicaux.

Correspondant L.O.

Meeting Lutte Ouvrière du 12 décembre 1969 à la Mutualité - Paris



Pons, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, obligé de suivre une manifestation surprise des paysans du Calvados (A.F.P.)

Après l'exposé situant la politique d'ensemble du gouvernement face à laquelle se développent les luttes paysannes, que nous avons publié dans notre numéro précédent, nous publions ci-

dessous un deuxlème exposé fait au cours du même meeting sur les causes de la crise actuelle de la paysannerie et la critique du programme revendicatif de ses principales organisations syndicales.

A paysannerie française traverse, depuis une quinzaine d'années, une crise extrêmement grave, qui se manifeste par une agitation quasi permanente. Ce seul fait est lui-même surprenant et considérable. Considérable car la petite et moyenne paysannerie représente encore une classe nombreuse, près de 20 % de la population, et près de 3 millions d'actifs, surprenant car elle a été le soutien, au moins électoral le plus sûr, de tous les régimes en place depuis un siècle. Seraitelle en train de changer de bord?

Certes, il est bien évident que pour les révolutionnaires prolétariens, les paysans ne sont pas seulement des alliés potentiels de la classe ouvrière. Ce sont des opprimés qui combattent justement pour améliorer leur sort. Mais leur lutte peut modifier considérablement le climat politique général.

Le problème est d'importance. Il est donc déterminant pour les révolutionnaires de comprendre la crise que traverse le monde paysan, ce que sont ses revendications, et plus généralement OU VA LA PAYSAN-NERIE.

La crise de la paysannerie

La paysannerie vit un drame, celui de son expropriation qui s'accélère sous la pression de conditions de vie indignes du XX° siècle. Toutes es dix minutes, un exploitant découragé abandonne sa ferme et va se joindre aux dizaines de milliers de paysans qui acceptent les travaux souvent les moins qualifiés et les plus mal payés de l'industrie.

Dans un monde où les campagnes ne vivent plus en vase clos, les jeunes n'acceptent plus d'habiter des maisons sans eau courante — et près de 45 % des maisons sont comme cela dans les campagnes — sans confort — et 40 % sont plus que centenaires —. Ils ne veulent plus rester dans des régions où, malgré le récent développement des ramassages scolaires, la poursuite d'études reste toujours aussi difficile. Et les paysannes acceptent encore moins d'ajouter aux tâches ménagères les durs travaux de la ferme, et cette vie sans distraction aucune.

Lorsqu'à cette vie pénible qui fait fuir les jeunes, s'ajoutent les crises périodiques de mévente, et la chute des cours, des dizaines de milliers d'exploitants doivent, eux aussi, partir.

L'exode atteint *l'ensemble* de la petite et moyenne paysannerie, malgré l'extrême variété de sa situation. Qu'il soit petit fermier, métayer ou petit propriétaire, qu'il pratique la polyculture, l'élevage ou les cultures spécialisées, le petit paysan est frappé par la crise à un moment ou à un autre.

Ainsi, misère, exode, déclassement menacent

constamment les millions de paysans travailleurs

Bien sûr, l'exode agricole et les misères des campagnes ne datent pas d'hier. Mais jamais les campagnes n'avaient été entraînées dans un mouvement de dépeuplement aussi rapide, jamais l'écart entre l'effort considérable accompli et la misère et la ruine qui en résultent n'avait paru si flagrant, jamais enfin la différence entre les conditions de vie à la campagne et à la ville n'avait semblé si grande.

Quelles sont les causes de cette crise? Pourquoi l'équilibre routinier, conservateur mais relativement stable des campagnes s'est-il détruit?



Des pommes de terre sont dispersées pour protester contre les faibles prix offerts.

Les responsabilités historiques de la bourgeoisie

Les causes en sont multiples, techniques et économiques bien sûr, mais surtout politiques. La grande bourgeoisie française, sur son déclin, est amenée à tenter de se débarrasser de la petite et moyenne paysannerie après l'avoir protégée pendant des années.

Car, enfin, cette paysannerie travailleuse et sa propriété familiale, la grande bourgeoisie et son Etat l'ont protégée pendant plus d'un siècle pour avoir un allié contre la classe ouvrière. Alors ces hommes politiques vantaient les qualités humaines du paysan, élevaient des barrières douanières, créaient des coopératives à la fois pour la protéger et pour l'encadrer politiquement. La grande bourgeoisie, qui dirige la

société, n'a rien fait alors pour que le paysan s'adapte et se modernise comme l'ont fait les paysans danois et hollandais, par exemple. Bien au contraire, elle a favorisé la stagnation.

CRISE

Elle se moquait bien alors de développer la productivité et la rationalité économique, aussi bien, d'ailleurs, dans l'industrie que dans l'agriculture. L'économie vivait enfermée, archaïque et protégée, dans le cadre étroit des frontières nationales. Et la bourgeoisie pensait alors essentiellement à placer ses capitaux en emprunts russes, turcs ou argentins qui lui assuraient de gros revenus d'usuriers de la planète.

Ce sont les deux guerres mondiales qui, en ruinant son Empire colonial et en lui faisant perdre ses capitaux extérieurs, l'ont amené à s'occuper de développer son industrie et, par la même occasion, en réduisant sa marge de manœuvre, l'ont amené à s'attaquer maintenant à toutes les couches de la population. La paysannerie en est le vivant exemple.

Ainsi, il la fallu attendre 1945 et la crise du ravitaillement pour que l'Etat bourgeois se décide à faire appel enfin aux paysans pour qu'ils se modernisent. Pour cela, priorité fut donnée, dans le premier plan de modernisation et d'équipement, à la construction de machines agricoles. Le paysan a montré alors qu'il n'est pas rebelle au progrès. Il s'est fortement endetté, pour s'équiper.

Une mutation violente

Dans un milieu protégé si longtemps, cette modernisation devait forcément avoir des effets violents. La combinaison de l'assimilation des progrès très rapides des techniques agricoles et du rattrapage des retards accumulés a été explosive. La production agricole s'est développée brutalement, spécialement dans les secteurs faciles à mécaniser. La production du blé, par exemple, par individu, a pu être multipliée par douze. Globalement, l'agriculture a fait des progrès aussi considérables, sinon plus, que l'industrie ces dernières années

La petite et moyenne paysannerie a été soumise à une double mutation très brutale Elle a du passer d'une économie locale à une économie de marché, et d'une agriculture archaïque à une agriculture en modernisation rapide. De pareils bouleversements, non planifiés, ont entraîné d'incroyables désorganisations: l'entreprise agricole traditionnelle, pratiquant la polyculture, a vu son équilibre totalement boule-

Des conséquences de cette transformation, le gouvernement de la bourgeoisie qui était pourtant largement responsable du retard, ne s'est pas soucié. Il n'a rien prévu, rien préparé, pour faciliter la reconversion. C'est pourtant bien le minimum de ce que doit faire un gouvernement.

Le paysan a donc du faire face seul. Il a tenté

ET REVENDICATIONS PAYSANNES

de s'adapter, de renoncer à certains produits de polyculture où il était dépassé par les méthodes industrielles. Il a cherché à se spécialiser dans les domaines où l'artisanat l'emporte

Bien sûr, la modernisation a été inégale suivant les régions ou les fermes. Bien sûr, il subsiste des secteurs archaïques ou arriérés. Mais globalement, la paysannerie travailleuse, et en particulier ses jeunes, ont fait preuve d'un remarquable effort d'adaptation. Rarement changement aura été plus radical. On le voit bien dans les difficultés qui opposent les nouvelles générations aux anciennes Mais, ce faisant, le paysan a pris des risques. Car la modernisation l'a rendu beaucoup plus vulnérable que jadis. Il doit rembourser les dettes, payer les engrais et les multiples produits chimiques nécessaires, réparer les machines, en acheter de nouvelles; il lui faut donc vendre à tout prix. Dans le désordre généralisé d'une transformation rapide et non contrôlée, cela ne pouvait que se retourner contre lui.

Sous l'aiguillon de la nécessité, les paysans ont tout tenté. On leur conseillait l'élevage du porc, ils l'ont essayé et les cours se sont effondrés. Les fruits, et il a fallu les jeter. Les poulets, les primeurs n'ont pas donné de meilleurs résultats. Pire, une partie des cultures nouvelles, primeurs et fruits en particulier, sont des cultures à la fois saisonnières et périssables, donc non stockables Une trop bonne récolte, et c'est l'effondrement des prix.



Un barrage routier pour prévenir l'ensemble de la population du scandale des prix agricoles.

Ces résultats sont d'autant plus choquants que les produits de l'agriculture artisanale ne sont pas vraiment excédentaires. Si l'on mange de moins en moins de pain, on doit manger de plus en plus de légumes et de fruits frais, de produits laitiers et de viande à griller. C'est cela l'avenir. Mais cela n'empêche pas les crises.

Au total, l'effort paysan a souvent été vain. Ceux qui ont le plus investi et se sont le plus endettés, se retrouvent souvent les plus écrasés.

Les exploiteurs du paysan

Mais la crise agricole, et surtout son caractère, ne résultent pas essentiellement de la mutation technique comme on veut le faire croire. Elle résulte de cette mutation effectuée contre des classes sociales hostiles: la bourgeoisie industrielle et les gros distributeurs qui exploitent la paysannerie, et profitent à sa place de tous les progrès de la productivité.

Ainsi, si les prix agricoles à la production prennent un retard constant sur les prix industriels, tant ceux qui sont nécessaires pour produire que ceux destinés à la vie quotidienne, ce n'est pas un hasard. Le gouvernement a fait pression constamment sur les prix agricoles parce qu'ils sont un élément déterminant des salaires qu'il veut maintenir bas pour favoriser la fraction de la bourgeoisie la plus puissante, la bourgeoisie industrielle.

Mais ce n'est pas tout, les gros distributeurs prennent leur part. S'ils transmettent, en les amplifiant, toutes les hausses de prix, ils refusent énergiquement de transmettre les baisses. Et ainsi l'agriculteur ne peut pas se rattraper par l'augmentation des quantités vendues de la baisse des prix due à une trop bonne récolte.

En dix ans, de 59 à 69 d'après les récentes déclarations du ministre de l'Agriculture au Sénat, l'ensemble des prix a augmenté de près de 45 %. Mais les prix agricoles à la production n'ont monté que de 29 %. Les prix agricoles ont donc perdu plus de 16 % par rapport aux prix industriels, mais les consommateurs, eux, n'ont bénéficié que d'une baisse de 2 %. Pour le reste, soit 14 %, c'est le circuit de distribution qui l'a absorbé.

Et là encore, comme pour les changements de production, toutes les tentatives pour relever vraiment les prix à la production, ou diminuer la part de la distribution par des circuits plus courts, ont échoué. Et le paysan a de plus en plus la conviction qu'on le vole de son travail.

Certes, la situation est inégale. Tous les paysans travailleurs ne sont pas atteints en même temps. Certains connaissent même, momentanément, une relative prospérité Mais tour à tour, ils subissent les conséquences du système.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que de temps à autre, le paysan entre en rage. Le produit de sa récolte ne paie plus ses frais, et tous ses efforts se retournent contre lui. Et parfois, plutôt que de livrer sa production à des prix dérisoires, il préfère encore la détruire publiquement pour protester.

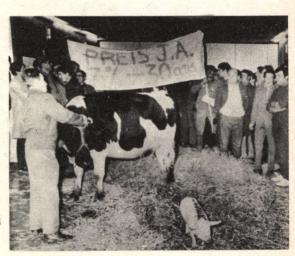
Cette situation d'ensemble est inacceptable. Et la bourgeoisie porte une lourde responsabilité par sa politique, tant du retard du monde paysan que de ses difficultés actuelles. Cette situation, le paysan ne l'a pas acceptée. Depuis 15 ans, il est entré en lutte.

Une lutte résolue, des résultats décevants

Cette lutte a été directe, énergique, vigoureuse. Et pourtant, les résultats sont décevants. A l'exception de l'obtention de la Sécurité sociale qui a enfin permis aux paysans de se soigner comme le reste de la population, la paysannerie n'a pu

que stopper, pour de brefs instants, la dégradation de ses conditions d'existence. Et chaque année, l'exode continue, à la cadence de près de 100.000 paysans.

Bien sûr, le gouvernement des bourgeois a été prolixe de promesses de toutes sortes: il a évoqué l'âge d'or qu'allait permettre le Marché commun, il a promis une aide à la modernisation, mais quoi que prétendent ses ministres de l'Agricuture, il n'a, en fait, jamais eu le moindre plan d'ensemble pour résoudre le problème. Il a simplement lâché du lest chaque fois que les mouvements ont pris de l'ampleur. Cette poli-



Vaches et cochons chez le percepteur

144-1--

tique du coup-par-coup répondant aux multiples mouvements différents des différentes catégories de paysans travailleurs n'a évidemment rien réglé. Des palliatifs ont été apportés, parfois dérisoires, tel l'achat des poulets par l'administration militaire pour désengorger le marché, parfois démagogiques comme l'interdiction de l'importation des vins d'Algérie sous la pression des vignerons. Mais la pire absurdité a probablement été la politique, actuellement en pleine faillite, de stockage, d'exportation et de destruction des excédents, politique coûteuse qui n'élève même pas réellement le niveau de vie du paysan petit et moyen. Au total, des résultats bien décevants.

Quel programme?

Pourquoi cet échec relatif des luttes paysannes?

La situation n'est pourtant pas sans issue. Même sous ce régime, un programme de défense efficace pouvait être avancé. En fait, la faiblesse des résultats résulte essentiellement des préjugés et des illusions que les paysans ont longtemps conservés et qui ont permis et permettent encore dans une certaine mesure, aux gros agriculteurs de se servir d'eux comme une masse de manœuvre pour la défense de leurs intérêts propres, et au gouvernement de les tromper.

Car la multitude des revendications particulières avancées dans les différents secteurs s'est inspirée en fait de deux programmes plus généraux développés par les deux organismes

Meeting Lutte Ouvrière du 12 décembre 1969 à la Mutualité - Paris "la classe ouvrière et la révolte des paysans" (II)

syndicaux qui ont joué et jouent encore un rôle essentiel : la Fédération-Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F.N.S.E.A.) et le C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs).

La F. N. S. E. A. et la parité

La F.N.S.E.A., syndicat national le plus influent, est dominée par les gros producteurs capitalistes, betteraviers et céréaliers du Nord et du Bassin Parisien. Il a longtemps fait l'unité de la paysannerie derrière les gros agriculteurs sous prétexte de défendre l'agriculture en général contre l'exploitation du secteur industriel et des villes.

Cette idée d'exploitation des campagnes par les villes a de fortes racines. Les campagnes sont largement sous-équipées en routes, transports, écoles et plus généralement en investissements sociaux.

A ces motifs généraux, s'ajoute le problème fondamental du décalage des prix agricoles par rapport aux prix industriels.

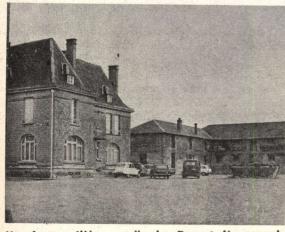
Aussi quand les 250.000 gros agriculteurs ont voulu mobiliser les millions de petits et de moyens agriculteurs derrière eux, c'est au nom de l'unité des agriculteurs qui ne touchaient pas un juste prix pour leurs produits. La revendication mise en avant, parce qu'elle était suffisamment confuse pour masquer les antagonismes, était celle de PARITE. On exigeait la parité entre l'industrie et l'agriculture. Bien sûr, cette revendication du juste prix n'avait pas la même signification pour les petits et moyens paysans qui demandaient essentiellement le prix de leur travail et pour les gros agriculteurs qui exigeaient un taux de profit pour leur capital analogue à celui de l'industrie. C'est dans les manifestations sur ces objectifs que l'on a vu les plus gros agriculteurs et les plus riches à la tête des manifes-

Des résultats pour les riches

Quels ont été les résultats de cette lutte pour la parité? Ils ont évidemment été extrêmement favorables à la grosse agriculture capitaliste pour qui le paysan a tiré les marrons du feu.

Ainsi, le prix de la betterave à sucre et du blé ont été fixés à un taux bien plus rémunérateur que celui du lait par exemple ou de la viande. Leur protection a été mieux assurée. Ainsi l'agriculture capitaliste a obtenu un système des prix différentiels et des protections pour ses produits. Ce système est d'autant plus absurde que c'est justement les productions artisanales de viande, fruits, légumes, par exemple, qu'il faudrait encourager, bien plus que celle du blé.

Pour le paysan capitaliste, le système est extrêmement rentable. D'abord parce qu'en



Une ferme célèbre : celle des Duguet. Un exemple de gros fermiers capitalistes qui profitent de l'absurde système actuel. (Photo A.F.P.)

fixant un *prix unique* pour le blé, par exemple, qui permette au petit producteur de survivre, on laisse *une marge énorme* pour le gros producteur mécanisé. Mais ce n'est même pas l'essentiel.

Dans la mesure où l'Etat accepte d'acheter les excédents, que ses organismes stockeurs se chargent de financer les pertes, dues à la revente des excédents au prix de dumping du marché mondial, le gros producteur ne court plus aucun risque. Avec ses moyens matériels beaucoup plus efficaces, il a pu développer sa pro-

duction au maximum et bien sûr les excédents achetés par l'Etat et ses bénéfices ont cru de manière considérable. Ainsi, en 1965, 355.000 petits agriculteurs qui ont livré chacun moins de 50 quintaux de blé, ne représentaient guère plus à eux tous que les 2.000 plus gros livreurs. De même, 420.000 petits viticulteurs ont livré chacun moins de 50 hectolitres à eux tous, moins de la moitié de ce que livrent 6.300 gros propriétaires. La subvention aux produits profite donc essentiellement aux riches

Un système absurde et impopulaire

Cette politique est non seulement aberrante parce qu'elle soutient essentiellement les paysans capitalistes, quand les paysans pauvres et moyens ont besoin de se reconvertir, mais aussi elle coûte effroyablement cher à l'Etat.

Pourtant actuellement, encore, une large fraction de la petite et moyenne paysannerie se bat pour l'extension de ce système de prix fixés et de reprises des excédents à toutes les productions.

C'est une fausse solution. Il est choquant de voir le produit du travail détruit, il est inacceptable de voir du beurre stocké et transformé en savon, et des fruits et légumes dénaturés alors même qu'une large partie de la population n'en consomme pas suffisamment. L'extension d'un système absurde ne peut être qu'une absurdité pire.

Finalement, cette politique de soutien des marchés par l'Etat, excellente affaire pour l'agriculture capitaliste, est une escroquerie pour les paysans qui n'en touchent que les miettes et pour laquelle, à cause des gaspillages et des dépenses qu'elle entraîne, ils ne peuvent en aucun cas avoir l'appui de la population.

La tentative réformiste...

L'échec de cette politique traditionnelle a amené quelques syndicalistes, principalement de l'Ouest de la France, à tenter de mettre en avant un autre programme revendicatif pour les paysans. A la lutte sur de fausses solutions allaient succéder les illusions réformistes du gouvernement. Dès les années 1960, de jeunes agriculteurs, sortis du mouvement catholique et contrôlant des cercles de jeunes agriculteurs, tentaient de proposer une politique qu'ils imaginaient révolutionnaire et réaliste de réformes cohérentes et responsables vis-à-vis de l'Etat. Il imposait le C.N.J.A. à la fois à la F.N.S.E.A. et comme deuxième mouvement syndical parallèle.

Ces jeunes agriculteurs tentèrent les premiers de participer à la concertation permanente avec le gouvernement et d'établir un « contrat de progrès », c'est-à-dire plus précisément une politique de modernisation d'une partie des paysans travailleurs. Que proposaient-ils?

L'Etat devait acheter les terres mises en vente pour aider les agriculteurs qui voulaient devenir compétitifs, à s'agrandir et garantir le maintient des fermiers et métayers. Il devait accorder des retraites suffisantes pour que de très nombreux vieux agriculteurs puissent abandonner le travail et laisser la terre aux jeunes. Ils demandaient que la reconversion des petits agriculteurs qui ne pouvaient devenir compétitifs soit facilitée. Ils préconisaient enfin le groupement des agriculteurs pour leur permettre de tenir tête au système de distribution.

...et son échec

Outre que ce programme sacrifiait allègrement les intérêts d'une fraction non négligeable des petits agriculteurs soi-disant non modernisable, il souffrait d'un vice irrémédiable: il espérait obtenir une politique de réformes rationnelles de la bonne volonté de l'Etat bourgeois.

Mais pendant que les responsables syndicaux, partisans des réformes de structure et qui se glorifiaient aisément du titre de révolutionnaires, fréquentaient les antichambres des ministres pour les convaincre de l'esprit responsable de leur plan, le gouvernement lui, se contentait de faire des promesses et de multiplier les institutions à initiales, mais ne débloquait jamais les capitaux nécessaires.

Ainsi la nouvelle vague syndicaliste et réformiste, si elle a permis au gouvernement de désamorcer un temps le mouvement de l'Ouest breton qui était parmi les plus virulents, a peutêtre apporté encore moins à l'ensemble des paysans que la politique de la F.N.S.E.A.

Ce réformisme, a conduit tout droit ses dirigeants du côté du pouvoir comme il fallait s'y attendre d'ailleurs.

Ainsi la quasi-totalité des luttes a été menée par des organisations qui ne défendaient pas réellement l'intérêt des petits et moyens paysans. Evidemment, les résultats s'en ressentent.

Vers une situation de crise aigue?

Après ces quinze ans de lutte, où en est-on? Malgré des mouvements parfois extrêmement durs, les résultats sont restés limités, insuffisants, fragiles. Les tromperies des deux grandes organisations syndicales, facilitées par le préjugé de petits propriétaires, des paysans travailleurs, y a été pour beaucoup. Mais l'ensemble de la paysannerie n'est pas démoralisé. Au contraire, rarement elle a été aussi combative.

Cette combativité est d'autant plus nécessaire que la situation dans le cadre actuel ne peut plus durer. La politique de soutien des marchés a atteint un prix tel (des centaines et des centaines de milliards d'anciens francs) qu'elle ne peut s'étendre et se perpétuer.

Les autres pays du Marché commun, à qui la bourgeoisie française fait payer une partie de ses débours budgétaires agricoles au nom de la solidarité, n'acceptent plus non plus l'accroissement constant du coût de la politique actuelle. Les technocrates de la grande bourgeoisie, qu'ils s'appellent Mansholt pour le Marché commun ou Vedel pour la France, ont pour une fois prévu une politique globale pour remplacer la politique actuelle. Vedel, par exemple, propose rien moins que de supprimer cinq paysans sur six et de mettre un tiers des terres en friche. Autrement dit, la nouvelle politique consiste à payer les gros pour ne pas produire, comme on le fait déjà aux U.S.A. et éliminer complètement la petite et moyenne paysannerie.

Politique absurde s'il en fut.

Bien sûr, il y a loin du projet à son application, de la coupe aux lèvres. Mais tout cela annonce un avenir sombre pour les paysans. Déjà, on donne des primes pour abattre les vaches laitières et on parle d'abaisser les prix des produits agricoles, vitaux pour la petite paysannerie comme le lait et le beurre. Dans le même temps, on tente de limiter les crédits dont ils ont un besoin vital et de détourner les fonds du Crédit Mutuel Agricole vers l'industrie.

Où va la paysannerie ?

Parce que la paysannerie ne peut pas accepter le sort qu'il lui est fait, et encore moins le sort qu'on lui prépare, parce que le gouvernement ne peut pas maintenir la politique à courte vue qu'il a suivi jusqu'à présent, des heurts violents ne peuvent manquer de se produire.

La petite paysannerie n'est pas prête à mourir. Cette lutte qui vient, les millions de paysans qui subsistent l'abordent avec une conscience plus nette des différentes forces sociales qui se sont jouées d'eux. Avec une méfiance accrue, pour leurs propres organisations syndicales.

Une aile plus radicale apparaît chez les agriculteurs qui ne répugnent pas à l'alliance avec les étudiants et la classe ouvrière.

Il est difficile actuellement de savoir où ira la paysannerie et si son aile radicale se renforcera. Mais ce qui est certain, c'est que dans les luttes à venir, elle cherchera désespérément des alliés et un programme qui puisse la satisfaire. Son évolution dépendra largement de l'attitude du mouvement ouvrier et de sa capacité à lui offrir des solutions.



ISRAC EDITION

Il s'agit d'une revue publiée par le Comité d'action révolutionnaire israélien à l'étranger. Cette revue est éditée par des militants révolutionnaires israéliens qui sont en liaison avec l'Organisation Socialiste Israéliene (O.S.I.), le seul groupement qui, en Israël même, défend des positions véritablement internationalistes.

Parlant des divergences qui sont apparues au sein de l'équipe gouvernementale lors des élections législatives, la revue écrit :

Les divers courants sionistes ont pour l'essentiel un dénominateur commun : assurer la domination sur le peuple palestinien, en même temps qu'on lui nie le droit à son affirmation nationale en Palestine. Les divergences surgisen Palestine. Les divergences surgis-sent sur les moyens d'y parvenir, et ces divergences sont de fond car elles impliquent toute la structure de classe de la société israélienne. Les divers projets sionistes pour la « solution » du conflit israélo-palestinien reflètent con-crètement ces divergences. Le « plan Allen expudait cantonner les Palesti-Allon » voudrait cantonner les Palestiniens dans une enclave en Cisjordanie (environ neuf pour cent de la super-ficie de la Palestine originelle), complètement entourée et entièrement dominée et contrôlé par Israël. Le «plan» de Dayan est de garder tous les territoires occupés, d'intégrer les Palestiniens dans l'économie israélienne, comme citoyen de deuxième zone qu'on exploitera selon un modèle proche de celui d'Afrique du Sud. Les diverses conceptions résurgissent dans les débats de la campagne électorale, centrés souvent autour de la politique d'installation des nouvelles colonies julves dans les territoires occupés.

En outre Eli Lobel, un des rédacteurs de l'édition française, répond à la lettre d'une lectrice en ces termes :

Le nationalisme arabe vous fait horreur. Tout nationalisme, compris dans le sens de la domination d'un peuple sur l'autre, nous fait horreur, y compris le nationalisme israélien. Comme c'est le peuple palestinien qui est dominé, et dont les droits nationaux sont niés, nous devons dans ce cas précis dénoncer tout d'abord le nationalisme israélien. Nous précisons en même temps que toute solution qui signifierait la négation des droits nationaux du peuple israélien, comme c'est le cas dans le programme d'El-Fatah, est rejetée par nous de manière catégorique.

La position du gouvernement réactionnaire français vis-à-vis d'Israël nous répugne. La politique des grandes puissances et des moins grandes, des U.S.A., U.R.S.S., Grande-Bretagne et France, nous répugne. Nous pensons que c'est la lutte révolutionnaire commune des Israéliens et des Palestiniens, des Arabes et des juifs, qui fermera la porte à l'intervention des puissances extérieures. Nous travaillons dans cette perspective.

Pour six numéros d'I.S.R.A.C., plus bulletins d'information :

- abonnement normal: 10 F;
- abonnement de soutien : 50 F.

Envois de fonds : Cl. HALLOUIN *, C.C.P. 88, La Source 3063801.

* Ne pas mentionner : CARISE.

FRANCE



25 décembre 1969

Un long texte qui a pour titre « Unifier le mouvement de masse étudiant dans l'U.N.E.F. », la direction politique étudiante du P.S.U. résume ainsi « ses propositions d'action » allant dans ce sens :

Trois ordres essentiels de lutte se dessinent. En premier lieu l'U.N.E.F. doit lutter contre la restructuration et la rentabilisation capitalistes de l'université. La bourgeoisie essaye d'adapter l'appareil universitaire à un besoin et la loi Faure était le premier moyen de sa politique. La participation permettrait de faire gérer par les intéressés eux-mêmes la situation imposée par le pouvoir, et les luttes menées ce trimestre (50 f, médecine, austérité) ont dévoilé aux yeux de la masse des étu-diants ce rôle au point que le pouvoir renonce à faire de nouvelles élections cette année, de peur de perdre défini-tivement cette bataille. Refuser la rentabilisation, c'est accentuer la contra-diction qui existe entre la nécessité de la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et son coût social. Le mouvement étudiant se bat donc contre le financement privé de l'université, contre les universités concurrentielles, contre les diplômes régionaux, c'est-à-dire qu'il empêche l'université de devenir plus rentable pour le capitalisme. En second lieu, il est nécessaire que, face à la stratégie diversifiée du pouvoir qui prend principalement des mesures locales et second torielles, nous opposions des mots d'ordre unificateurs. C'est pourquoi la lutte contre la sélection est l'axe principal du mouvement étudiant. Lutter contre la sélection c'est lutter contre l'adaptation de l'université aux besoins du capital, c'est lutter contre l'examen qui permet de vérifier l'absorption des valeurs bourgeoises par les étudiants, c'est lutter contre la restructuration de l'université. Enfin, le mouvement étudiant doit mener des luttes résolues contre l'impérialisme aussi bien l'impérialisme américain au Vietnam ou en Europe (Pacte atlantique) que l'impé-rialisme français au Tchad.

THUMANITÉ rouge

25 décembre 1969

H.R. consacre un article aux militants de base du P.C.F. auxquels la rédaction s'adresse en ces termes (titre « Militants de base du P,«C.»F. ne reprenez pas votre carte en 1970») :

Le bon Marchais, secrétaire du P.«C.»F. s'est récemment félicité de la prétendue croissance des effectifs du parti, faisant état de 30.000 adhésions en 1969, et de l'existence de 19.200 cellules.

Comme en 1964, Waldeck Rochet faisait déjà état de plus de 19.000 cellules, il faut bien admettre que la progression en question, en admettant comme fondés les chiffres de Marchais, arrive tout juste à compenser le départ des militants écœurés, indignés, découragés par la ligne de collabora-

tion de classe de ce qui fut « le grand parti des travailleurs ».

La réponse donc, c'est de ne pas prendre en 1970 la carte de ce parti néo-sucial-démocratique qu'est le P.«C.»F. Depuis 1964, des dizaines de milliers d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels révolutionnaires ont exprimé ainsi leur protestation, faites comme eux!

En reprenant votre carte alors que vous réprouvez la ligne du groupe Waldeck Rochet-Leroy-Marchais-Séguy, etc., vous le renforcez objectivement.

Depuis mai 1968, les derniers doutes se sont envolés. Waldeck Rochet et sa clique sont dans un camp et vous dans l'autre. Entre eux et vous, il n'y a qu'un point commun! La carte du parti.

C'est votre carte qui fait leur force, laissez-les tomber. Ils ne s'en relèveront pas. Rompre des amitiés, des habitudes, c'est dur parfois. Mais c'est seulement ainsi qu'on pourra, tous ensemble, venir à bout de la pourriture révisionniste et édifier un grand parti communiste anthentiquement marxiste-léniniste. Le parti qui mènera les masses populaires à la victoire, assurant le triomphe de la révolution socialiste en

front

En conclusion d'un article sur la guerre d'Algérie et la création, à son issue, d'un état bourgeois, Denis Berger, un des responsables de cette revue, affirme que :

Un bilan critique n'est pas un dénigrement. Les difficultés et les contradictions de la révolution algérienne ne retirent rien à sa grandeur, faite d'abord de l'héroïsme des masses et du dévouement sincère de milliers de militants. C'est cette grandeur même qui exige la précision et la sévérité des analyses.

Ce n'est pas non plus se livrer à des attaques personnelles que de souligner que les hommes qui ont fait la révolution algérienne ont été, à partir d'une certaine date, les jouets de prosociaux qu'ils ne contrôlaient plus. Car c'est là la lecon principale que l'on peut tirer de l'expérience historique du F.L.N. en l'absence d'une avant-garde révolutionnaire, possédant une vision précise du développement mondial et de la stratégie révolutionnaire socialiste, un Front qui rassemble des éléments relevant de classes sociales opposées ne peut mener la révolution à son terme. Il peut deve-nir assez vite un instrument entre les mains de ceux qui veulent le pouvoir pour renouveler à leur profit les formes anciennes de l'exploitation.

Le problème ainsi posé demeure du domaine de l'actualité.

Dans un article intitulé « Des valises aux pavés », on peut lire qu'après la fin de la guerre d'Algérie :

La lutte anti-colonialiste et de soutien à la révolution algérienne sombra alors dans les querelles des clans algériens et français. Il faudra alors attendre plus de quatre ans pour qu'au travers des combats menés par d'autres sur les vastes terrains du Tiers-Monde, l'extrême gauche puisse reprendre ses tâches politiques. Ce fut, entre autres, le Comité Vietnam National (C.V.N.) qui contribua à la prise de conscience qui devait déboucher sur le mouvement du 22 mars et l'insurrection de mai.

Hélas! Une fois encore, sitôt le reflux arrivé, chacun a repris ses occupations d'antan. Preuve, s'il en était besoin que, à défaut d'aborder clairement les problèmes de l'affrontement avec nos propres bourgeoisies, la solidarité avec les luttes du Tiers-Monde ne peut déboucher.

ITALIE



25 décembre 1969

« Battaglia communista » (organe du Parti communiste internationaliste), journal d'un groupe « bordiguiste » italien, écrit dans son numéro du 25 décembre 1969 :

- « Tout se conclut à l'enseigne du compromis.
- » C'est le moment de tirer les premières conclusions du soi-disant « automne chaud », même si toutes les catégories touchées, à commencer par la principale, n'ont pas encore réalisé, jusqu'à aujourd'hui, le renouvellement de leur contrat. Il n'est pas difficile de prévoir sur quelle base les agitations en cours se conclueront.
- » Les améliorations salariales décidées, aussi bien par leur échelonnement dans le temps que par leur modeste montant, ne sont pas de matière à influer sur le processus productif, et ne compensent en aucune manière l'énorme sacrifice imposé aux ouvriers par les heures perdues dues à la tactique des « agitations articulées », qui, si elle a favorisé la politique des syndicats, a réduit à la dernière extrémité, tant économique que morale, la classe ouvrière.
- » (...) Réduction de l'horaire de travail : Sur ce problème de la Confindustria (1) n'oppose pas, semble-t-il, une résistance particulière, pour autant qu'une telle réduction soit conçue, réalisée et diluée dans le temps comme il est advenu pour l'accord de Pirelli, accepté par les syndicats et donc, par force majeure, par les majorités réunies « démocratiquement » dans les assemblées d'usine, après l'épreuve de deux mois de « lutte articulée ». Diluer dans le temps tant la réduction d'horaire que l'augmentation au comptegoutte du salaire veut dire en fait permettre au patronat de reprendre haleine et de régulariser l'effort selon les exigences fondamentales de la production et donc du profit.
- (1) Organisation patronale.

BOUTS DE BOIS LES DE DIEU

BANTY MAM YALL

ROMAN DE

SEMBENE OUSMANE



CHAPITRE VII

Bamako - Le jugement (suite)

Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thies, et à Bama-

Dans cette dernière ville, où réside la famille du militant syndicaliste Bakayoko et, en particulier, sa mère la vieille Niakoro, le doyen des poseurs de rails Fa Keïta et la petite Ad' jibid' ji, sur l'initiative de Tiémoko, l'un des militants de la section locale, une assemblée de grévistes s'est réunie en tribunal afin de juger un jaune, Diaka.



N rentrant chez lui, Mamadou Keïta le Vieux résolut de faire retraite et de s'adresser Puissant. Il s'en voulait d'avoir manqué de fermeté. Il avait bien décidé de ne pas se joindre à ceux qui se rendaient au syndicat pour juger Diara, mais l'habile et douce insistance d'Ad'jibid'ji avait eu raison de son intransigeance. Il revoyait la scène : lui, assis dans sa chambre et à ses pieds la petite fille accroupie sur une peau de mouton qui, avec ses longs doigts déliés, imitait sur la laine rèche la marche dansante

- Moké, allons-y, avait dit l'enfant. Je te promets d'être sage et après jamais plus je n'y retournerai.

– Jamais plus ?

- Jusqu'au retour de petit père.

Tu as peur d'y aller toute seule?

 Non, mais quand j'y vais, grand-mère me gronde et je n'aime pas ça.

Pourquoi veux-tu tellement assister à ces réunions?

Il faut bien apprendre son métier d'homme.

Le Vieux avait ri de bon cœur :

— Mais tu n'es pas un homme! - Petit père dit que demain femmes et hommes seront tous pareils.

– Et quel métier veux-tu faire? - Conduire l'express comme petit père, il dit que c'est le plus beau des métiers et je le crois.

Mamadou Keïta vit les yeux en amande qui le regardaient intensément :

- C'est bon, nous irons, mais après, fini jusqu'au retour de ton père.

Je te le promets, grand-père.

C'est ainsi que le Vieux avait assisté au déroulement du procès et maintenant il le regrettait. Dès son retour il se fit apporter de l'eau pour se purifier.

J'entre en retraite, dit-il à la vieille Niakoro.

- Qu'est devenu Diara? demanda-t-elle.

- Dieu seul le sait. Je l'ai laissé avec les autres. Ad'jibid'ji arrive derrière moi.

Il entra dans sa chambre et bientôt toute la maison sut qu'il s'était retiré des vivants pour une semaine. Niakoro reprit, dans la petite cour, sa songerie interrompue. Elle regarda le mortier vide.

Aux temps anciens, avant même que l'étoile du matin eût disparu dans les premières lueurs de l'aube,

commençait le chant des pilons. De cour en cour, les pileuses se renvoyaient le bruit léger du martèlement incessant de leurs pilons et ces bruits semblaient cascader dans l'air bleuté comme le fait le chant des ruisseaux qui folâtrent entre les grosses racines, le long des murs des maisons ou au bord des chemins. Au coup sec d'un pilon heurtant le rebord du mortier répondait un autre coup. Ainsi se saluaient les travailleuses du matin en un dialogue qu'elles seules comprenaient. Ces échos répétés qui annonçaient la naissance du jour présageaient une heureuse journée. Ils avaient à la fois un sens et une fonction.

Le vieux mortier de la cour avait été un arbre ; ses racines plongeaient encore dans la terre. L'arbre abattu, on avait creusé, évidé la souche, et de ses branches on avait fait des pilons. Les moulins ont leur langage qu'ils soient à vent ou à eau ; le mortier aussi a le sien. Sous les coups de la pileuse, il vibre et fait vibrer la terre tout autour de lui. Les voisins assis ou couchés sur leurs nattes sentaient cette trépidation qui se communiquait à leur corps. Mais maintenant le mortier est silencieux et les arbres tristes n'annoncent plus que de sombres journées. Privés de la pulpe grasse des graines pilées, le mortier et les pilons arrimés côte à côte cuisaient au soleil et se fendillaient en produisant de temps en temps un petit bruit sec. Anxieuses, les ménagères surveillaient les fissures qui, parties du bas de la souche, montaient en zigzaguant vers le rebord.

Niakoro ruminait sa solitude. De bonne heure, les femmes étaient parties, conduites par Assitan, vers Goumé où se tenait un marché. Niakoro n'avait pu leur cacher son appréhension d'avoir à demeurer ainsi seule à la concession.

- Mais, mère, avait expliqué Assitan, il ne reste rien à manger ici ; il nous faut aller au marché de Goumé.

- C'est loin, tu sais.

- Je sais que c'est loin, surtout à pied. En partant à l'aube, nous reviendrons dans trois jours ou quatre. Il reste un peu de bassi, Ad'jibid'ji vous le préparera.

— As-tu prévenu Fa Keïta?

- Non, il fait sa retraite. Mais nous serons de retour avant qu'il en sorte.

- Si Dieu conduit vos pas jusque là-bas, n'oubliez pas d'aller voir les Soumaré, lui a épousé une cousine à nous et ce sont des gens de bonne lignée. Ils vous seront utiles. Je vous confie à la garde du Tout-Puissant.

- Nous lui faisons confiance, avait dit Assitan, et les femmes étaient parties.

Puis, ç'avait été le tour des enfants. Sous la conduite du plus âgé, ils étaient venus entourer la vieille qui râpait une noix de kola sur son pagne.

- Grand-mère, on va au ba (1)!

Faites bien attention.

La bande turbulente avait disparu avec son chargement de vieux pots, de morceaux de bois et de bouts de

Il ne restait plus qu'Ad'jibid'ji à la maison mais, sitôt de retour du tribunal, la fillette était montée sur la terrasse. Niakoro appela :

- Ad'jibid'ji, que fais-tu là-haut?

Je nettoie les pipes de petit père.
Apporte-les ici, je pourrai t'aider, bien que je n'aime pas l'odeur du tabac.

- J'ai fini, grand-mère, il ne me reste plus que le briquet.

Mais Niakoro n'en pouvait plus de solitude. Péniblement elle se leva et entreprit de monter l'escalier. D'une main elle s'appuyait au mur de banco, de l'autre elle aidait tour à tour ses genoux à plier pour gravir les marches, avec un temps d'arrêt à chacune d'elles. A la dernière elle s'arrêta, redressa son dos lentement comme si elle avait craint qu'un mouvement brusque ne fît effondrer le fragile échafaudage de son squelette. Elle respira profondément, les mains aux

 Je suis là, grand-mère, je m'apprêtais à descendre, dit Ad'jibid'ji qui avait compris à quel point la vieille femme avait besoin de compagnie.

Niakoro n'était plus montée sur la terrasse depuis bien longtemps. Son regard affaibli apercevait à peine les toits plats, les pointes effilées des minarets, le

clocher de l'église, les flamboyants, les calcédrats. Un fin duvet venu des kapokiers flottait dans l'air.

- Où sont les pipes?

Les voici, grand-mère.

Et la fillette apporta une coupe de bois où s'entassaient une bonne douzaine de pipes de formes et de matières diverses. Il y en avait en ébène, en ivoire, en bois rouge, en terre cuite.

- Ton père les fume toutes ?

- Oui, répondit Ad'jibid'ji en s'installant à califourchon sur la murette qui entourait la terrasse.

- Il doit avoir le gosier noir comme un fond de marmite!

- Il les nettoie souvent et, en lui écrivant, je lui ai demandé la permission de les nettoyer pour lui.

- Il t'a permis?

- Non. Il n'a pas encore répondu. C'était dans ma lettre d'avant-hier, mais je suis sûr qu'il dira oui.

- Ad'jibid'ji, pourquoi ton petit père ne m'adresset-il pas ses lettres ?

La fillette cessa de balancer les jambes et regarda

sa grand-mère qui, assise sur la dernière marche de l'escalier, suçotait ses joues. - Je ne sais pas, dit-elle tout haut, et, en elle-même :

« Parce que tu ne sais pas lire. Personne ne sait lire dans cette maison, à part l'arabe. Il n'y a que moi! » Dans son autre lettre, ton père t'écrivait de t'oc-

cuper de moi et tu ne le fais pas. Mais cela, tu ne le lui as pas dit!

- Si grand-mère, je lui ai écrit que tu dis que je ne m'occupe pas de toi.

Je ne te crois pas.

Tu lui demanderas quand il reviendra.

- S'il plaît à Dieu...

 S'il plaît à Dieu, répéta Ad'jibid'ji sans conviction. - Hé! tu es née d'hier et tu veux t'occuper de moi, moi qui me suis occupée de ton grand-père, de ton

père et de ton petit père! Ad'jibid'ji vit où allait mener cette discussion. Elle sauta à bas de son perchoir et, s'approchant de la vieille femme, se mit à enlever les duvets de kapok qui

s'étaient posés sur son mouchoir de tête et sur ses épaules, puis elle s'installa à côté d'elle sur la marche. Grand-mère, pourquoi dit-on en bambara « M'bé sira ming », « je bois du tabac » ? « Ming » veut dire absorber tandis qu'en oulofou « avaler de l'eau » se dit « nane » et « aspirer la fumée » « touhe ». Il y a donc deux mots, comme en français. Pourquoi nous, les Bam-

baras, nous n'avons pas aussi deux mots? La vieille Niakoro trouva d'abord la question dépourvue de sens, puis elle la jugea impertinente et le dit sévèrement. Cette enfant la déconcertait. Ce n'est pas

à l'enfance que doit appartenir le savoir, mais à la vieillesse.

— As-tu demandé cela à ton petit père ?

- Non, c'est seulement hier que l'idée m'est venue. Je l'ai demandé à ma mère, mais elle ne comprend ni le oulofou ni le français. Elle parle le bambara et le foulah.

- Et toi, tu parles le oulofou? demanda la vieille en employant cette langue.

- Un petit peu. Petit père et toi le parlez mieux, mais moi je suis une Bambara, pas une Oulof.

Niakoro demeura bouche bée : - Où as-tu appris le oulofou?

- Petit père me l'a enseigné.

- Ça, c'est la fin du monde! Alors, tu comprenais tout ce que je disais à ton père?

 A-han! répondit Ad'jibid'ji avec un rire joyeux. -- Eh bien, puisque tu es une soungoutou je-sais-

tout, dis-moi qui est-ce qui lave l'eau?

- C'est l'eau, hé!

- Non, mon enfant, il est vrai que l'eau lave tout, mais à son tour l'eau doit être lavée.

- Grand-mère, l'eau ne se lave pas. - Si, si, petite fille, l'eau se lave.

- Alors grand-mère, c'est l'eau qui lave l'eau. - N'té, n'té, fit la grand-mère, en secouant la tête.

- Je le saurai, dit la fillette, et elle s'en fut ranger les pipes de Bakayoko.

Ainsi, devisant et se disputant, Niakoro et Ad'jibid'ji passèrent-elles les trois premiers jours tandis que Ma-

(1) Ba : fleuve.

(Suite page 21) LITTE OUVDIEDE

FEUILLETON

madou Kejta demeurait invisible, perdu dans ses méditations.

Au matin du quatrième jour, Ad'jibid'ji qui venait à peine de se réveiller et s'étirait, nue, sur son lit, entendit des coups furieux qui semblaient ébranler toute la maison. Elle se leva d'un bond et, en passant devant la porte de sa grand-mère, s'arrêta un instant.

- Il y a un moment que l'on frappe, dit Niakoro. Ce doit être la mère et les autres qui reviennent. La Providence leur a été clémente. Je me lève.

Cependant, les coups avaient redoublé. Ad'jibid'ji enleva la barre qui tenait fermé le panneau de tôle de la porte et se trouva face à face avec un gendarme et trois miliciens qui la bousculèrent pour entrer. Surprise, elle recula de quelques pas, abritant de la main ses yeux que la lumière blessait.

- Où est Mamadou Keïta? demanda l'un des miliciens d'un ton rageur.

- Demande-le lui calmement, dit le gendarme.

Ad'jibid'ji avait reprit ses esprits :

- Je ne sais pas où il est, dit-elle en français avant même que l'interprète ait ouvert la bouche.

- Tiens, tu parles français! Alors, dis-nous où est le Vieux.

A ce moment, Ad'jibid'ji prit conscience de sa nudité et baissa les yeux, mais elle les releva vivement et regarda le gendarme :

- Je ne sais pas où est grand-père, répéta-t-elle, tandis qu'une lueur de haine faisait briller ses yeux.

– Tu veux des bonbons?

- Il est trop tôt pour ça et puis les policiers ne se promènent pas avec des friandises, d'ailleurs je ne les aime pas!

Au même instant, on entendit la voix de Niakoro qui criait

— Ad'jibid'ji, avec qui parles-tu?

- Avec des miliciens, grand-mère, ils viennent chercher Fa Keïta.

Niakoro apparut à la porte de sa chambre :

- Les fils de chiens! dit-elle.

Mais le gendarme venait de donner à ses hommes l'ordre de perquisitionner. Se ruant dans le couloir, les trois miliciens bousculèrent la vieille femme qui tomba de tout son long.

- Chiens maudits, vous n'avez donc pas honte! tempêta-t-elle, tandis qu'Ad'jibid'ji qui s'était précipitée l'aidait à se relever.

Le gendarme, la main sur son étui de revolver, les jambes écartées, barrait la porte. L'attente ne fut pas longue, les miliciens réapparurent bientôt traînant le Vieux qui, les bras tordus en arrière, ne se débattait même pas. Il n'était vêtu que de son pagne et son épaule devait lui faire mal car il geignait. Il ouvrit la bouche pour dire quelque chose, mais l'un des miliciens le frappa rudement sur la nuque :

Silence! ordonna-t-il.

Niakoro-la-vieille se rua sur les policiers, mais un violent coup de coude en pleine poitrine la laissa sans souffle. Elle s'adossa au mur, les yeux grands ouverts, haletante. A son tour, Ad'jibid'ji se jeta sur le gendarme les ongles en avant. Un lourd brodequin vint la frapper au creux des reins. Elle pivota sur elle-même, la douleur la plia en deux et elle vint s'affaler aux pieds de sa grand-mère. Mamadou Keïta essaya lui aussi de se libérer, mais il fut rapidement entraîné et bientôt il ne resta plus dans le sombre couloir qu'Ad'jibid'ji inanimée et Niakoro dont le vieux corps glissait peu à peu vers le sol comme un sac qui se vide. Enfin, elle tomba à son tour et la lumière qui venait de la porte éclaira en plein le visage ridé dont la peau tournait au gris. Elle gémit :

Ad'jibid'ji... Ad'jibid'ji...

Ce n'était plus qu'un souffle, un léger murmure de vent passant sur les feuilles.

La fillette gisait sur le sol, les jambes repliées. Niakoro essaya d'allonger un bras vers la petite forme immobile, mais déjà elle n'en avait plus la force.

Ad'jibid'ji... Ad'jibid'ji...

Enfin, cette voix parvint aux oreilles de la fillette. Malgré les courbatures, malgré la ceinture de feu qui entourait ses flancs et ses reins, elle tenta de se

- Es-tu morte, grand-mère?

- Non, non, je ne suis pas morte, mais essaye de trouver quelqu'un.

Niakoro sentait que la fin approchait. L'angoisse dernière la saisit :

— Ad'jibid'ji, Ad'jibid'ji, va chercher quelqu'un... Je ne peux pas me lever, grand-mère, je ne peux

pas marcher... Ad'jibid'ji se souleva sur un coude et tourna vers sa grand-mère son visage menu, ses yeux de biche

blessée... « Ah, les wolos (2), ils l'ont tuée... - Ad'jibid'ji, Ad'jibid'ji, dit encore une fois Nia-

koro, et cette fois c'était un cri, le dernier. Sous la camisole aux couleurs délavées, ses jambes se tendirent et son front se posa sur le sol de terre

Tiémoko revenait du fleuve où il s'était baigné. Avant de partir, il avait écrit à Bakayoko pour le tenir au courant des derniers événements. Après le procès, on l'avait peu vu; il restait la plupart du temps enfermé chez lui en proie à une inquiétude désagréable, une sorte de gêne, presque d'angoisse, qui ne lui laissait pas de répit. Certes, il avait gagné la partie qu'il avait engagée et depuis que Diara avait été mis en accusation, aucun ouvrier n'avait repris le chemin de la gare, mais il se rendait compte que si sa force physique, ser façons brutales, sa voix sonore l'avaient servi, tout cela



était bien insuffisant. Il lui fallait lire, apprendre, s'instruire. Chez lui, il se livrait à de véritables orgies de lectures tandis que sa femme, comme toutes les femmes de grévistes, était partie à la recherche de quelque nourriture.

Il entra au siège du syndicat où il trouva Konaté et une dizaine d'hommes.

Tié, dit Konaté, tu fais comme les serpents, tu te tapis quelque part pour mieux t'élancer et mordre! En tout cas, ton histoire de Diara a bien réussi, on ne m'a plus signalé aucun lâcheur.

Tiémoko serra des mains sans répondre.

Diara est malade, poursuivit Konaté, j'ai été le voir hier soir.

J'irai chez lui en sortant de la maison de Bakayoko.

— Tu sais qu'il y a du neuf!

- Tu pourras dire à Fa Keïta que la direction a donné son accord pour une négociation et que nous devons nous préparer pour la reprise.

Sans s'en rendre compte, Tiémoko se mit à élaborer tout haut un plan d'action :

La moitié des ouvriers a gagné la campagne, il va falloir les regrouper rapidement et pour ça, commencer dès maintenant. Faites le tour de Bamako, vous autres, et envoyez les enfants à la cueillette de leurs pères. Moi, je vais chez le Vieux.

Tout en marchant, Tiémoko préparait son entretien avec Fa Keïta. Devant les autres il pouvait crâner mais le vieil homme l'impressionnait et l'intimidait : dès le début de la grève, il l'avait considéré comme un adversaire personnel et, durant le procès de Diara, il n'avait cessé de ressentir très profondément tout ce qui les

La porte de la concession Bakayoko était ouverte. Il a et vit tout de suite les deux corps allonges.

Il appela:

- Assitan! Assitan!

Nul ne répondit. Il cria cette fois :

— Fa Keïta! Fa Keïta! Deux ou trois enfants apeurés venus de la cour se faufilèrent à ses côtés et, voyant les corps, se mirent à pleurer. Enjambant Ad'jibid'ji, Tiémoko ouvrit la porte au fond du couloir et entreprit de fouiller la maison sans cesser d'appeler : « Fa Keïta! » Il revint rapidement sur ses pas et, s'adressant aux enfants :

- Allez à la maison du syndicat le plus vite que vous pourrez et dites à Konaté de venir tout de suite ici. Puis, se penchant, il prit dans ses bras le corps si léger de la vieille Niakoro.

Un quart d'heure plus tard, la maison ressemblait à une fourmilière qu'un coup de talon aurait bouleversée. En groupes compacts, les gens entraient et sortaient, allaient et venaient d'une pièce à l'autre. Une vieille boîteuse apprit à Tiémoko que les femmes étaient parties trois jours plus tôt, du Vieux, nul ne savait rien. Deux voisines avaient transporté Ad'jibid'ji sur son lit et frictionnaient son corps meurtri. L'enfant gémissait, pleurait, appelait, appelait son petit père, mais n'avait pas encore repris connaissance pour raconter ce qui s'était passé.

Vers midi, les femmes revinrent de Goumé. En voyant cette petite foule qui emplissait les cours, devant ces

visages où se lisaient la douleur et la colère, elles comprirent que le malheur était venu sur la maison. Abandonnant paniers et calebasses devant la porte, Assitan et Fatoumata en tête, elles se précipitèrent dans le couloir puis dans la pièce centrale où elles virent les vieilles voisines qui avaient déjà commencé la veillée mortuaire autour du cadavre de Niakoro.

Ce fut Fatoumata qui commença les lamentations. Elle poussa un long cri qui monta dans le ciel et tomba en arrière d'un seul coup, sa tête heurta le sol et son corps fut agité de convulsions. Comme si elle avait donné un signal, on entendit alors dans toutes les pièces de la maison et dans les cours s'élever les plaintes rituelles.

Cependant, Ad'jibid'ji qui avait repris ses sens put raconter à sa mère la mort de la vieille grand-mère et l'arrestation de Mamadou Keïta. Aux pleurs se mêlèrent alors les cris de rage des hommes et les malédictions des femmes appelant les calamités du ciel sur la tête des auteurs de ce forfait.

La vieille Niakoro fut enterrée le jour même tandis que les femmes qui, en pays bambara, n'accompagnent pas les morts, poursuivaient les lamentations.

Après l'enterrement, les grévistes se rendirent au siège du syndicat pour y attendre le résultat des pourparlers avec la compagnie. Tard dans la soirée, un télégramme arriva de Dakar : « Oncle refuse, continuer traitement. » Dès le lendemain matin, ce fut un véritable exode. Hommes, femmes, enfants prirent la brousse : les hommes parce qu'il n'avaient rien à faire en ville, les femmes avec l'espoir de trouver de quoi manger dans les villages voisins.

Des jours passèrent, la maison du syndicat était vide et silencieuse, une légère poussière poudrait les bancs, une fenêtre dont le vent avait cassé un gond giflait à intervalles réguliers le mur de banco; des lézards se promenaient tranquillement sur les marches du perron. Seuls Konaté et Tiémoko venaient parfois troubler cette solitude. Ils faisaient aussi, en échangeant quelques rares paroles, de longues randonnées vers la gare, le dépôt ou bien le long du fleuve.

Un jour, ils décidèrent d'aller voir Assitan à la concession Bakayoko. Lorsqu'ils arrivèrent, ils trouvèrent que Fatoumata et les deux autres épouses de Mamadou Keïta avaient commencé un deuil de quarante jours. Les anciennes leur faisaient garder la chambre et les surveillaient pour leur éviter les faiblesses de la chair. De derrière un écran protecteur, Fatoumata s'adressa

- Tié! ne nous mens pas! Tu sais bien que Fa Keïta est mort, les toubabous l'ont emmené en brousse pour le tuer!

- Mais non, dit Tiémoko, nous savons qu'il est en prison avec d'autres. Rien ne justifie votre deuil. Là où se trouve Fa Keïta, il y a d'autres hommes et leurs épouses ne sont pas en deuil.

Mais les anciennes nous ont déjà purifiées.

Tiémoko faillit se mettre en colère.

- C'est stupide, Fatoumata, qui va nourrir tes enfants? Tout le monde est parti en brousse. Nous compatissons à ta douleur, mais il faut bien que toi et les tiens mangiez.

(Suite page 22)

21

FEUILLETON

Tiémoko fut interrompu par une des vieilles gar-

- On n'abandonne pas un deuil, il faut que le temps soit accompli!

- C'est un sacrilège que de parler ainsi à des femmes dans la peine, ajouta une autre, et toutes les vieilles se mirent à marmonner entre elles.

Tiémoko, furieux, haussa les épaules et fit signe à Konaté de le suivre.

- C'est idiot, dit-il, il faudrait les affamer pour les sortir de là! Viens, allons voir Assitan.

Ils traversèrent la cour. Agenouillée à l'ombre du séchoir, Assitan écrasait dans un petit mortier de pierre des condiments pour le repas du soir. Sous son mouchoir de tête bien serré des gouttes de sueur perlaient.

Assitan était une épouse parfaite selon les anciennes traditions africaines : docile, soumise, travailleuse, elle ne disait jamais un mot plus haut que l'autre. Elle ignorait tout des activités de son mari ou du moins faisait semblant de les oubtier. Neuf ans auparavant, on l'avait mariée à l'aîné des Bakayoko. Sans même la consulter, ses parents s'étaient occupés de tout. Un soir, son père lui apprit que son mari se nommait Sadibou Bakayoko et deux mois après on la livrait à un homme qu'elle n'avait jamais vu. Le mariage eut lieu avec toute la pompe nécessaire dans une famille d'ancienne lignée, mais Assitan ne vécut que onze mois avec son mari, celui-ci fut tué lors de la première grève de Thiès. Trois semaines plus tard, elle accouchait d'une fillette. De nouveau, l'antique coutume disposa de sa vie; on la maria au cadet des Bakayoko : Ibrahima. Celui-ci adopta le bébé et lui donna ce nom étrange : Ad'jibid'ji. Assitan continua d'obéir. Avec la fillette et la grand-mère Niakoro, elle quitta Thiès pour suivre son mari à Bamako. Elle fut aussi soumise à Ibrahima qu'elle l'avait été à son frère. Il partait pour des jours, il restait absent des mois, il bravait des dangers, c'était son lot d'homme, de maître. Son lot à elle, son lot de femme était d'accepter et de se taire, ainsi qu'on le lui avait enseigné.

- Hé, femme, qu'est-ce que tu prépares pour ce soir? demanda Tiémoko, avec la familiarité d'un habitué de la maison.

- Hé. homme, ce sont des restes d'hier. Je vous

- A te voir travailler, il n'y a pas de danger que Bakayoko prenne une seconde épouse, fais-moi con-

- Ah, homme, je ne demanderais pas mieux que d'avoir une « rivale », je pourrais au moins me reposer... et puis, je me fais vieille. Chaque fois qu'il part, je fais des vœux pour qu'il ramène une deuxième femme, plus

Assitan plongea la main dans le mortier et en retira une pâte verdâtre qu'elle mit dans un canari.

Assitan, dis aux autres femmes de quitter le deuil. Fa Keïta n'est pas mort, tu comprends?

Je ne sais pas trop si je comprends. Si mon mari était là, il pourrait faire quelque chose, mais moi je ne suis qu'une femme... et on n'écoute guère les femmes, surtout en ce moment.

Assitan se leva et se dirigea vers la grande demeure. Les deux hommes la suivirent. Ad'jibid'ji était assise, seule, dans la pièce centrale.

 Ad'jibid'ji, on ne te voit plus au syndicat, tu fais grève? demanda Konaté.

- J'avais promis à grand-père de ne plus y retour-

- C'est bien de tenir ses promesses.

... Jusqu'au retour de petit père.

- Ah, dit Konaté en s'asseyant au bord du lit, et comment te sens-tu?

J'ai moins mal maintenant.

 Tu es une vraie soungoutou. Ad'jibid'ji resta un instant silencieuse, puis, s'adressant à Assitan :

- Qu'est-ce qui lave l'eau?

- L'eau ? Qui t'a mis cette idée en tête ?

- C'est grand-mère qui me l'avait demandé et le lui avait promis de le savoir pour le lui dire. Maintenant, je voudrais le savoir pour moi.

- Pour toi? répéta Assitan que sa fille étonnait sans cesse. Vous savez ça, vous, les hommes?

- Moi, non, dit Tiémoko. - Je l'ai peut-être su, dit Konaté, mais j'ai dû l'oublier.

- Je demanderai à petit père ou à moké. N'est-ce pas qu'il n'est pas mort, moké?

Il y eut un silence.

- Femme, dit Tiémoko, il nous faut te quitter. Dommage que Fatoumata ne veuille pas entendre raison. C'est du travail de plus pour toi.

- C'est la vie. Passez la soirée en paix. Quand les deux hommes furent partis, Assitan revint

près de sa fille : - Ad'jibid'ji, dit-elle, il ne faut pas demander aux grandes personnes des choses qu'elles ignorent, ce

n'est pas poli. - Mais c'est grand-mère qui me l'avait demandé et grand-mère était une grande personne.

- Ne le demande plus aux visiteurs.

- Bien, mère, et Ad'jibid'ji renifla une larme. Assitan regarda sa fille. Ad'jibid'ji ne pleurait jamais

 Viens, nous allons préparer le repas. Nous n'avons rien pris depuis hier.

Ad'jibid'ji se leva et suivit sa mère.

A SUIVRE.

NOS ADVERSAIRES ONT LA PAROLE

Un admirateur de l'U.D.R. nous écrit :

Messieurs,

C'en est assez! Assez de calomnies. La presse Insinue qu'une mauvaise gestion a présidé depuis dix ans à la construction des abattoirs de la Villette par la Société d'économie mixte S.E.M.V.I., présidée par le députe U.D.R. Grailly, et votre journal s'est même permis une plaisanterie douteuse à ce sujet dans votre dernier numéro. C'est trop de mauvaise foi. Il ne faudrait tout de même pas oublier que le coût de la vie a augmenté, et que si en 1959 on prévoyait un projet de 250 millions, en 1963 de 350 millions, en 1965 un nouveau devis de 600 millions et en 1969 un milliard tout rond en attendant la rallonge qui suivra forcément jusqu'en 1972 date de l'achèvement du projet, il ne s'agit que de l'application de l'échelle mobile aux crédits de l'Etat. Pour une fois qu'on n'est pas pingre!

Pour une fois qu'en France des députés s'occupent de quelque chose, ils voient grand. On se demande comment certains y trouvent à redire. On a notre terrible « Redoutable », notre redoutable « Terrible », notre moitié de « Concorde »... et pourquoi n'aurions-nous pas Nos abattoirs, les plus mo-

dernes du monde, les plus beaux, les plus grands, bien mieux que ceux de Chicago!

Il est vrai qu'ils ne seront utilisés qu'à 50 % de leur capacité, parce que notre député U.D.R., soucieux de l'alimentation carnée des Français, a vu les choses un peu larges. D'ailleurs, il n'y a pas que lui (une bonne idée, c'est contagieux dans l'administration), et on a construit de beaux et grands abattoirs à Fontainebleau, à Melun, bientôt à Versailles et à Pontoise. La France pourra battre un nouveau record international : ce sera le pays le mieux équipé en abattoirs. Dans le fond, il n'y a aucun sujet de scandale dans cette soi-disant affaire : le député U.D.R. a voulu simplement donner un exemple de gestion généreuse à l'Education nationale, aux hôpitaux (les malades valent bien les bestiaux à sacrifier...). Et songez un peu, si les Parisiens étaient aussi à l'aise dans le métro aux heures de pointe que les bestiaux à la Villette, la vie serait plus facile, non ?

C'est pour toutes ces raisons que la majorité (malgré les communistes, socialistes et autres P.S.U.) du Conseil de Paris, a voté contre la constitution d'une commission d'enquête dont on se demande bien sur quoi elle devrait enquêter, et s'est prononcée pour une « mission d'information ». Car dans l'histoire, il n'y a qu'un problème d'éducation du public sur l'art et la manière de gérer généreusement un budget sur toutes les questions d'intérêt public. Cette mission sera donc chargée « des programmes » blèmes posés par la réalisation des programmes » de la société mixte si injustement incriminée.

D'ailleurs, aux dernières nouvelles, et pour imposer silence aux calomniateurs dont vous faites partie, les députés de la majorité aux grandes idées, prévoiraient de transformer le trop large espace, fatal aux bestiaux, en logements sociaux, histoire de changer les idées aux futurs locataires qui, pour une fois, pourront aller à l'abattoir comme chez eux au lieu d'aller Dieu sait où comme à l'abattoir. Ils auraient même garanti qu'on n'y abattrait pas les locataires à coup de loyer massue.

Ainsi, il ne sera pas dit que les représentants du pouvoir aient fait fonctionner leur imagination en vain, et vous devrez bien, Messieurs, ravalez vos insultes.

Sans salutations.

DITES, MONSIEUR...

Dans un petit village du Portugal, Joao, 8 ans demande à son maître d'école :

— Dites, monsieur, c'est quoi le communisme?

L'instituteur, embêté, essaye de donner des images qui puissent frapper une imagination enfantine:

 Le communisme c'est la misère, la dictature, des gens qui crèvent de faim, qui font la queue pour avoir de la viande.

Dites, monsieur, c'est quoi la viande?

SUR CALEPIN LAMPISTE

LES PREFETS

DE LA MESSE

La messe prend et défend le cancre impie aux ordres du pontife doux.

AU TEMPS DU STALINISME

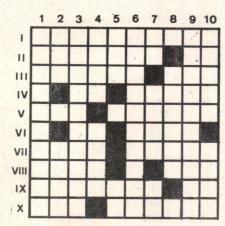
Trois prisonniers, dans un camp de concentration en Sibérie, lient connaissance. Et ils se demandent évidemment, en premier lieu, pourquoi ils sont

Le premier dit : « Moi, j'arrivais 5 minutes en retard au boulot. On m'a accusé de faire du sabotage antisoviétique.»

Le second : « Moi, j'arrivais 5 minutes en avance au boulot. On m'a accusé de faire de l'espionnage pour l'impérialisme américain. »

Le troisième : « Moi, j'arrivais à l'heure au boulot. On m'a accusé de conformisme petit bourgeois. »

MOTS CROISÉS



Horizontalement. — I. Le contraire de contester pour nos ministres. — II. Fait de la bonne soupe. C'était un dieu pour les ancêtres de Nasser. - III. Projetée. -Extérieur anglais. — IV. Jeu de mot de Bercot. - On se refuse à vous en donner une définition. — V. Thé anglais. - Avec leurs nerfs de bœufs se conduisent comme des vaches. VI. Sur la voiture de Raignier. - Valu son surnom à Molotov. — VII. Grande voûte. - Sain moven âgeur. — VIII. Le propre d'un don « Souvent Sein moyen ägeux. — VIII. Le propre d'un don. - Souvent l'objet d'un grand amour. — IX. Ce que fait un maître chanteur. - Etre noble. — X. Etre nobles. - Souvent insondable.

Verticalement. — 1. Fait souvent de la drôle de cuisine. — 2. Dans la NASA. - Attribut avec lequel on naît. — 3. Conditionnent souvent les salaires. — 4. Malraux en est bourré. - de 5 à 7. — 5. L'Angleterre en est une. - Notez bien. — 6. N'est pourtant pas la femme d'un mandarin. — 7. Au milieu du ciel. - Un grand lac -Liaison. — 8. Faux serpents. — 9. Connaissances exhaustives. - 10. Loupés. - Pas reconnue.

SOLUTIONS DU PROBLEME PRECEDENT

Horizontalement. — I. Diffuseur. — II. Eté, - Sol. — III. Mare. - Céans. — IV. Oligarchie. — V. Ciel. - AT. - ER. — VI. Résiste. - RV. — VII. Sœur. — VIII. Taper. - Rail. — IX. Ire. - TV. - Poe. — X. Etudiants.

Verticalement. — 1. Démocratie. — 2. Italie. - Art. — 3. Fériés. - Peu. — 4. Eglise. — 5. US. - Sorti. — 6. Socrate. - VA. — 7. Electeur. — 8. AH. - Rapt. — 9. Renier. - los. - 10. Servile.

SOLUTION DU PROBLEME DU Nº 69

Horizontalement. — I. Impassible. — II. Noise Tien. — III. Distraites. — IV. Is. - Ut. - Nu. — V. Vinci. - Emoi. — VI. Isles. - Rein. — VII. SS. - Spa. — VIII. Ivo. - Eriges. — IX. Brin. - Orgue. — X. Lénifie. - Se. — XI. Este. - Esses.

Verticalement. — 1. Indivisible. — 2. Moisissures. — 3. Pis. - NL. - Oint. — 4. Astuce. - Nié. — 5. Sertisse. — 6. Proie. — 7. Itinéraires. — 8. Bitume. - GG. — 9. Lee. - Oiseuse. — 10. ENS. - IN. - Sées.

22



Une réédition :

« Martin Eden » de Jack London (1)

Martin Eden, c'est l'histoire d'un jeune marin, familier des bas-fonds des grands ports, de la misère, des règlements de comptes à coups de poings, de l'alcool, qui découvre soudain un univers autre que celui qu'il a toujours connu : l'univers des classes dites supérieures, le monde des riches, du luxe, des belles manières, de la bourgeoisie dite intellectuelle, de tout ce qu'il croit être « la culture ».

Ce monde le subjugue à tel point qu'il en vient à penser que les hommes qui le composent sont d'une race supérieure.

Et Martin Eden décide, coûte que coûte, de se hisser jusque-là, d'échapper au « monde des esclaves » dans lequel il avait vécu jusqu'alors.

Pour cela, il se cultive. Au prix d'énormes sacrifices, il fréquente les bibliothèques, étudie les sciences, la grammaire, le « beau langage ». Il se découvre une vocation d'écrivain et se met à écrire. Puis il envoie ses poèmes, ses nouvelles, à des magazines et maisons d'édition. Mais on les lui renvoie aussi vite. Dans la société capitaliste, le premier venu ne peut pas si facilement faire publier ses œuvres. N'importe qui n'est pas « écrivain ». C'est pour Eden le premier

et amer contact avec cette société où n'a de valeur que ce qui s'achète ou se vend.

Et le héros du roman va de désillusions en désillusions. Il se rend vite compte qu'il est devenu supérieur à ceux qu'il voulait égaler ; que l'intelligence et l'éducation font deux ; que tous ceux qu'il admirait sont des médiocres, des arrivistes, prisonniers des préjugés mesquins de leur classe ; que, dans cette société qu'il croyait supérieure, ce sont les dollars, et eux seuls, qui font et défont les talents.

Et même la fille de « bonne famille » dont il s'est épris en même temps qu'il s'est épris de sa société « cultivée », cette « créature éthérée », si différente des « abjectes créatures du trottoir de Whitechapel », n'échappe pas à la loi de son milieu : parce que celui qu'elle dit aimer ne parvient pas à se faire « une situation », elle le laisse tomber.

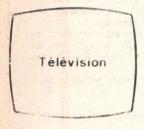
Puis, brusquement, après des années de misère matérielle et de souffrances morales, celui qui était ignoré, décrié et honni, devient « vedette ».

Pourtont, Martin Eden sait bien qu'il est resté le même. Profondément écœuré de cette société pourrie où l'habit fait le moine, où l'argent fait l'homme, il n'a plus le goût ni d'écrire, ni d'aimer, ni même de vivre. Il se suicide.

L'histoire de Martin Eden est une histoire qui finit mal. Mais c'est bien davantage que la triste histoire de celui qui, pour échapper au « monde des esclaves » ,des pauvres et des opprimés, lutte pour se hisser, à tort et en vain, jusqu'au monde plus hideux encore des esclavagistes. C'est aussi et surtout la brillante démonstration que la voie des solutions individuelles est une impasse, et qu'une autre voie existe.

Car, à l'époque où le capitalisme américain était conquérant, à l'époque où il était en passe d'imposer son « talon de fer » au monde entier, Jack London entrevoyait déjà que la fin de la société d'exploitation et le salut de l'humanité tout entière étaient entre les mains, non pas de l'« élite » bourgeoise à l'horizon borné, mais entre celles de la multitude des « esclaves » salariés, de ceux qui n'étaient encore à l'époque que « le peuple de l'abîme ».

(1) Hachette - Gallimard.



AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN :

«LE TROU» de Jacques Becker

D'après un roman de José GIOVANNI

Dans une cellule de prison, cinq détenus s'apprêtent à s'évader : en même temps qu'à la préparation quotidienne et minutieuse de leur évasion, nous assistons à la vie de ces détenus, qui coexistent dans une pièce étroite, puante et crasseuse, qui subissent chaque jour les humiliations des gardiens, les fouilles corporelles et celles des colis, la nourriture infâme qu'on préfère souvent jeter.

Mais cet univers de répression continuelle est compensée par une solidarité fraternelle entre prisonniers. On communique de cellule à cellule, et dans sa cellule, on se prépare à fuir. Il faut jouer serré : la réussite dépend de la précision, de l'audace, de l'ingéniosité, de l'honnêteté de tous. Et c'est dans cet effort continuel pour retrouver la liberté, pour recouvrer la dignité d'homme, que naît la solidarité.

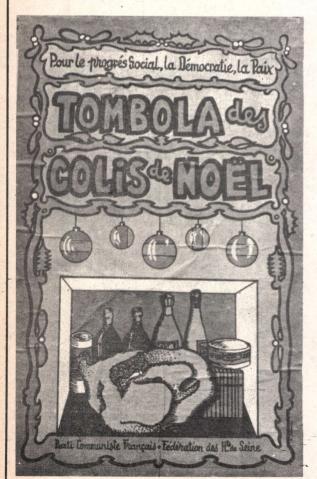
Mais il suffira d'un lâche pour que tout s'écroule : à travers l'œil de boeuf, au moment où les évadés en puissance s'apprêtent à passer le trou, un des héros, chargé de faire le guet, aperçoit la troupe des gardiens devant la porte de la cellule.

C'en est fini pour eux tous; quant au lâche, il n'a rien gagné : comme les autres, il purgera sa peine.

A la suite du film, la T.V. organisait un débat à ce propos, avec un pasteur des prisons, un médecin et plusieurs autres personnalités, et ces messieurs de déclarer que, bien sûr, il fut un temps où la vie en prison n'était pas si drôle, mais que maintenant, tout cela avait bien changé. Et c'est tout juste s'ils ne nous ont pas peint les prisons comme des lieux paradisiaques, où tout est fait pour concourir à la santé, au confort et au bonheur des détenus.

A l'ère de la « nouvelle société », tout va bien selon ces messieurs, et pour un peu, ils affirmeraient que tout cela n'était que du cinéma. Mais l'actualité est pourtant là pour nous rappeler périodiquement que les prisons de 1969, comme celles d'il y a quelques décennies, sont toujours une des hontes de cette société

NOËL VU PAR LE P.C.F. ET LA C.G.T.



Mais qui sera le dindon de la farce?

LE 24 DECEMBRE, A MINUIT : LA BRETAGNE A L'HONNEUR

L'un de nos lecteurs breton, M. C. Savidan, nous signale que la messe de minuit que diffusera la 1re chaîne, le 24 décembre, sera télévisée du remarquable enclos paroissial de Pleyben, petite ville de 4 500 habitants située près de Douarnenez.

« Cette retransmission, écrit à juste titre notre correspondant, dépasse largement le cadre religieux et est susceptible d'intéresser les personnes qui apprécient les beaux ensembles architecturaux. »

Nous donnons acte à M. C. Savidan. L'église de Pleyben est, en effet, considérée comme le plus bel ensemble architectural de Bretagne de style mi-gothique, mi-Renaissance. En outre nous nous félicitons du choix de Pleyben qui intervient après que l'ORTF ait choisi l'Ecosse et la Bavière les précédentes années.

Extrait du n° du 17-12-69 de la Vie Ouvrière.

Quand la Vie Ouvrière est encore moins internationaliste que La Croix, pour qui Noël est une fête univer-



Les caisses d'épargne et de prévoyance ont entrepris une vaste campagne de publicité, sous le signe du petit écureuil, symbôle de l'économie, sur le thème : « La fidélité rapporte ».

Désireux de s'associer à cette noble campagne antiinflationniste, Lutte Ouvrière offre cette proposition d'affiche pour le succès de cette grande cause nationale.

LE DRAME D'AUBERVILLIERS :

La traite des Noirs dans la France du XXe siècle

IX ans de scandales ». « Qui est responsable » ? Tels sont les gros titres, à la une, de bien des journaux, à la suite du décès, à Aubervilliers, de cinq travailleurs Africains, morts asphyxiés par les émanations d'oxyde de carbone d'un poêle de fortune.

Cinquante Africains logeaient entassés à dix dans une chambre, dans un pavillon de 5 pièces; chacun payait 70 Francs par mois (soit la coquette somme de 3 500 Francs, au total, par mois, pour le pavillon). Comme ils ne pouvaient payer le supplément que le gérant du « foyer » avait le front de leur demander pour le chauffage, celui-ci refusa de payer l'EDF. L'électricité et le gaz furent aussitôt coupés.

Privés de chauffage, ils avaient essayé de se réchauffer comme ils le pouvaient.

Oui, certes, qui est responsable?

Le Figaro s'indigne de ce drame « aussi révoltant que tragique »... « les malheureux que l'asphyxie a terrassés ont été victimes tout autant de l'exploitation d'un loueur de mètres carrés que de l'oxyde de carbone ».

Pour l'Aurore : « 90 % de Noirs sont entrés illégalement en France en employant différentes astuces... Cette situation, bien sûr, pousse bien des logeurs peu scrupuleux à des abus faciles ».

Pour ces journaux, le coupable est vite trouvé et leur conscience vite apaisée.

Depuis plus de 15 ans l'industrie française en expansion fait appel à la main-d'œuvre de pays où sévit le chômage, pour produire ses superbénéfices. Et depuis 15 ans, les régions industrielles et les campagnes françaises ont vu affluer la main-d'œuvre espagnole puis portugaise, algérienne puis ouest-africaine.

Occupant dans la production française les dernières places, les plus mal payées, les plus dangereuses, les plus rebutantes, les travailleurs émigrés constituent près d'un tiers du prolétariat « français » et sont, dans notre société, les plus misérables, les plus mal logés.

Les travailleurs africains se regroupent dans des foyers qui ont déjà fait l'objet de faits divers semblables.

En 1959, on découvrit des dizaines de Noirs qui croupissaient dans une cave à Aubervilliers.

En décembre 62 : 40 travailleurs africains faillirent périr asphyxiés par l'explosion d'un poêle à mazout dans une cave de Clichy. En juin 69, à Saint-Denis, un groupe de Sénégalais faisait la grève des loyers - en juillet 69 à lvry, 500 Noirs commençaient eux aussi une grève des loyers.

Qui est responsable d'une telle situation?

Les plus réactionnaires pourront toujours dire que c'est la faute aux Noirs qui n'ont qu'à rester chez eux. De plus Jésuites se contenteront d'accuser des logeurs peu scrupuleux.

En fait, la société, basée sur le profit, dans laquelle nous vivons, ne peut se maintenir que par l'exploitation systématique et de plus en plus grande des travailleurs. Patronat et gouvernement, complices, font venir d'Afrique des milliers de travailleurs qu'ils laissent parqués dans des taudis glacés pour les faire trimer dans les usines ou sur les chantiers.

Mais se contenter de dire « qui est à l'origine de cette misère et de ce drame » comme le demande l'Humanité sans essayer d'intervenir dans ce drame, ne suffit pas pour donner bonne conscience. Au contraire.

Cela n'est-il pas d'ailleurs d'autant plus choquant que cela s'est passé dans une municipalité communiste qui, en principe, prétend veiller particulièrement à ce que les pauvres et les déshérités soient aidés au maximum des possibilités de la municipalité?

Il est vrai que c'est en général dans les quartiers populeux et donc souvent à municipalités communistes que les travailleurs émigrés essaient de trouver ce qui pour eux est un refuge momentané.

Mais si la municipalité communiste ne peut faire surgir de terre des maisons, ne pourrait-elle frapper ces négriers en réquisitionnant par exemple les pavillons de ceux qui ont de telles pratiques.

Et outre les pouvoirs que lui confère l'exercice de la fonction municipale, ne pourrait-elle s'appuyer sur le dévouement de ses militants et les mobiliser pour la défense des travailleurs émigrés au lieu de les occuper à faire la chasse aux colleurs d'affiches gauchistes?

M. Maurice Grimaud, préfet de police, M. André Karman, maire PCF d'Aubervilliers et M. Thom Seck, consul général de la République du Sénégal se sont rendus sur les lieux du drame, la semaine dernière.

Une enquête a été ordonnée... On trouvera bien un coupable. A défaut, on se contentera de la malchance, voire de l'imprudence des victimes. Mais les vrais coupables, ce sont les négriers qui profitent de la misère des travailleurs. Les logeurs sans scrupules, sans nul doute, mais encore, bien plus, les patrons qui attirent les travailleur étrangers pour exploiter leur travail sans se soucier de leurs moyens de vivre.

M. Grimaud peut garder son enquête : les coupables sont connus, et ce sont précisément ses maîtres.

AU VIETNAM:

L'état-major U.S. réforme... le vocabulaire

Pour l'armée américaine au Vietnam, l'année nouvelle commence par une remise à jour du vocabulaire. Le haut-commandement a publié une liste de vingt et un termes et expressions qui ne doivent plus être utilisés.

Ainsi, dans la formule « opération de recherche et de destruction », le mot « destruction » sera remplacé par « dégagement », bien plus anodin. On ne dira plus «compte des cadavres» pour parler des pertes de l'adversaire, mais « ennemis morts ». Les « zones de tir à volonté », comme celle où fut effectué le massacre de Song My, n'existent plus et sont remplacées par les « zones de tir préalablement dégagées ».

Désormais, les troupes américaines ne pourront plus procéder à un repli. Plus pudiquement, elles seront « redéployées ». Au lieu de « perception d'impôts par le Vietcong », on dira désormais « extorsion de fonds ».

Enfin l'expression « gagner les cœurs et les esprits » qui servait à désigner l'objectif des troupes U.S. au Sud-Vietnam, est proscrite. La tâche des « pacificateurs » sera désormais de « développer l'esprit civique » des populations.

En vérité, cette remise à jour du vocabulaire n'a rien d'imprévu.



En 1970, ils ne se replieront plus, ils seront redéployés. AGNEW serrant la main à des Gl's

(photo UPI)

Ce n'est pas d'hier que les militaires emploient des mots avec un sens bien particulier. Quand ils parlaient de « défaite de l'ennemi », il fallait entendre « le F.N.L. progresse ». Quand ils employaient l'expression « les brigandages du Vietcong », il fallait y voir une allusion aux « massacres des troupes U.S. ». Et quand ils parlent enfin du « retrait progressif des troupes », ils veulent sans doute dire « l'intensification des bombardements ».

Répression en Guyane

E 11 décembre à Cayenne, capitale de la Guyane dite « française », des manifestations populaires étaient réprimées par la gendarmerie. Il n'y eut pas de morts, mais avec sa violence habituelle, la gendarmerie refoula les manifestants à coups de crosse de mousquetons.

Que se passe-t-il en Guyane?

La situation y est semble-t-il tendue à l'extrême. Nous avons peu d'informations et la « grande presse » n'a guère parlé des incidents de Cayenne du 11 Décembre, sauf L'Humanité du 19 Décembre.

La manifestation a commencé lors de la séance du Conseil Général le 11 décembre. Il s'agissait d'une session extraordinaire devant statuer sur les revendications des commerçants et artisans, groupés au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Ils protestaient contre l'augmentation des patentes.

Ces revendications étaient pré-

sentées à un moment où l'augmentation du coût de la vie est ressentie par toute la population et provoque un mécontentement général. La séance du Conseil Général dut se dérouler devant un public important et favorable aux revendications des commerçants.

Evidemment le Sénateur (UDR) et le Préfet de la Guyane vinrent y défendre la politique du gouvernement, justifiant les charges fiscales par la nécessité de développer la base spatiale de Kourou (centre de lancement de fusées).

C'est donc à coups de crosses que les gendarmes dispersèrent les manifestants.

Devant cette situation, les commerçants annonçaient une grève, si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Il semble que le gouvernement ait réussi à éviter la grève en leur faisant quelques promesses.

Mais ce ne sont pas simplement les commerçants qui sont en colère. Toute la population de Cayenne souffre en ce moment des méfaits de la « sécheresse ». Il n'y a pas d'eau courante et le gouvernement n'a pris aucune disposition pour lutter contre cet état de choses.

Comme dans les autres colonies de la région, Martinique et Guadeloupe, la Guyane est sousdéveloppée. Pourtant, ce « département » n'a pas les désavantages des Antilles (étroitesse géographique).

La seule réalisation d'importance est... la base spatiale de Kourou qui sert à expérimenter des fusées militaires.

Remarquons, encore, que depuis la mort du leader autonomiste Catayée (Juin 62), ce sont les premières manifestations importantes qui se déroulent en Guyane.

Là comme dans les autres colonies françaises, le peuple guyanais saura trouver une autre voie pour son devenir que la « départementalisation ».

FOURTSEVA ET LA CULTURE :

pas de quoi être optimiste



FOURTSEVA à gauche (et non à droite!) en compagnie de Michelet (au centre) : deux éminents représentants de la culture

« Que Soljenytsine décrive la réalité soviétique avec ses aspects positifs et négatifs; mais nous ne tolérerons pas qu'on déforme cette réalité » vient de déclarer le ministre de la culture soviétique en séjour à Paris.

Si Fourtseva avait connu les camps de concentration de Staline et si elle avait osé à l'époque décrire toute la réalité soviétique, peut-être, aurait-elle, aujourd'hui, un point de vue différent et surtout plus convaincant sur cette réalité. Mais sans doute ne serait-elle pas ministre de la cul-

(photo UPI)